



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2625
23 novembre 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



DENIS FRÉTIER

Gilets jaunes
**Les réactions
dans les
entreprises**

Page 5

Carlos Ghosn
**Licencieur
et détrousseur
de salariés**

Page 6

Brexit
**Les intérêts
du capital
sont saufs**

Page 8

Après le 17 novembre : défendre notre niveau de vie, c'est se battre pour l'augmentation des salaires, des pensions et des allocations

Avec des centaines de milliers de manifestants dans plus de 2 000 rassemblements, la mobilisation du samedi 17 novembre a été un succès, malgré le drame de la mort d'une manifestante en Savoie et les blessés sur d'autres lieux de blocage. Des actions ont même continué les jours suivants.

Ces mobilisations ont rassemblé des manifestants qui, pour beaucoup, vivaient là leur première action collective. Elles ont été organisées à la base, hors des cadres habituels des partis et des directions syndicales. Les ministres, qui ont souligné l'absence d'«organiseurs identifiés», déploraient en fait de n'avoir personne avec qui négocier pour stopper le mouvement au plus vite. Pour les classes laborieuses, le problème est inverse: il est de s'engager dans la lutte et de l'organiser sur la base de leurs intérêts.

Les actions du week-end expriment une colère légitime. Les hausses de prix des carburants les ont déclenchées. Mais c'est la hausse de trop, qui fait déborder un mécontentement bien plus large.

Des salariés du public ou du privé, des chômeurs et des retraités participant aux blocages l'ont exprimé, en disant qu'ils n'en pouvaient plus des sacrifices et de devoir serrer la ceinture d'un cran de plus pour se déplacer, ne serait-ce que pour aller au travail ou pour essayer d'en trouver!

Le monde du travail doit mettre en avant ses propres objectifs et se mobiliser sur ses propres revendications. Le slogan «Macron démission» fait l'unanimité, et il y a de quoi vouloir se débarrasser de ce gouvernement des riches!

Mais, s'ils veulent se battre pour leur droit à l'existence, les travailleurs doivent cibler les donneurs d'ordres: cette classe capitaliste pour laquelle Macron est aux petits soins et qui mène la guerre aux travailleurs.

C'est pour que les actionnaires des grandes entreprises continuent à amasser des milliards de profits que les travailleurs sont contraints à la survie avec des salaires trop faibles ou des allocations de chômage, lorsque les patrons prennent la décision de fermer des entreprises pour faire encore plus de profits.

Dans le mouvement des gilets jaunes, il y a d'autres catégories sociales que les salariés. Patrons du transport ou du BTP, agriculteurs et artisans mettent en avant les revendications

contre les taxes, qui correspondent à la défense de leurs intérêts. Ces revendications anti-taxes cantonnent la mobilisation sur le terrain de l'opposition au gouvernement qui permet aussi à la droite et à l'extrême droite de tenter de jouer leur carte. Tant que l'on ne remet pas en cause les profits de la classe capitaliste, des politiciens comme Le Pen, Dupont-Aignan ou Wauquiez veulent bien faire des discours sur les intérêts du peuple.

L'argent public, l'argent des impôts et des taxes, est de plus en plus consacré directement à la grande bourgeoisie. Ce sont les grandes entreprises du CAC 40 qui engrangent des milliards de subventions et de crédits d'impôt. Et, si le gouvernement finit par décharger les petits patrons de la taxe sur les carburants, voire la supprime complètement, il cherchera un autre moyen de prendre dans les poches des travailleurs l'argent que la classe capitaliste exige.

Le Premier ministre Philippe a affirmé le 18 novembre que son gouvernement ne reculerait pas, tout en promettant d'«accompagner ceux dont il entend la souffrance». Mais les travailleurs ne demandent pas la compréhension ou la charité pour boucler les fins de mois! Ils exigent de vivre dignement de leur travail, eux qui font tourner toute la société, ou qui l'ont fait tourner avant de se retrouver privés d'emploi ou à la retraite.

Pour empêcher notre niveau de vie de sombrer, nous devons exiger l'augmentation des salaires, des allocations et des pensions, et leur progression au même rythme que les prix. Cela signifie engager une lutte d'ampleur contre le grand patronat et le gouvernement à son service.

Les salariés, qui se connaissent, se retrouvent chaque jour dans les entreprises et y sont concentrés, disposent de tous les moyens pour organiser ce combat. Ils disposent d'une arme fondamentale, car ils sont au cœur de la production, de la distribution, de toute l'économie. La grève leur permet de toucher les capitalistes là où ils sont sensibles: à la source du profit!

Maintenant, que l'on ait participé ou non aux actions du week-end, il faut continuer à discuter entre travailleurs et se préparer à prendre l'argent qui nous manque chaque mois là où il est: dans les caisses du grand patronat!

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Écologie: le gouvernement ment vertement 3

 3

Taxe carbone: le PS amnésique 3

Aux capitalistes pollueurs de payer 3

Carlos Ghosn: voleur de salaire et voleur tout court? 6

Au Technocentre Renault - Guyancourt 6

Travailleurs handicapés: plus nombreux au chômage 6

Services publics: toujours plus éloignés 7

Infirmières et infirmiers: eux aussi sont dans la rue 7

 7

Cancers des enfants: les millions qui manquent 7

Étrangers malades: une politique indigne contre les pauvres 7

Bactéries et antibiotiques: les mains sales de l'industrie pharmaceutique 11

Apple s'offre les Champs-Élysées 11

Crédit: cachez ces taux d'intérêt... 11

Lycée de Bezons: après l'agression d'un enseignant 14

Sorbonne Université: grève contre l'augmentation du temps de travail 14

GILETS JAUNES

Le mépris du gouvernement 3

17 novembre: la goutte d'essence de trop 4

Les travailleurs et leurs revendications 4

Des réactions dans les entreprises 5

 5

Ivéco Bus - Annonay: une grève partie de la base 5

Ile de La Réunion: couvre-feu contre les gilets jaunes 16

ENTREPRISES

Renault-Sovab - Batilly 12

Spie-Industries 12

ArianeGroup 12

La Barre-Thomas - Rennes 12

Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire 13

Pôle emploi: halte aux suppressions de postes 13

Saint-Yrieix: hôpital en danger 13

La Poste - Lyon 13

Hôpital Saint-Antoine Paris 14

Neuhauser - Folschviller 14

Accidents du travail: une aggravation masquée 15

Télétravail: pour rogner encore sur les arrêts maladie 15

DANS LE MONDE

Grande-Bretagne: les intérêts du capital sont saufs 8

États-Unis: les migrants face à la dernière frontière 9

 9

Incendies: mieux vaut être riche et libre que pauvre et prisonnier 9

Iran: 5 700 ouvriers en grève 9

IL Y A 100 ANS

Novembre 1918: la révolution allemande 10

 10

Gilets jaunes : le mépris et la matraque du gouvernement

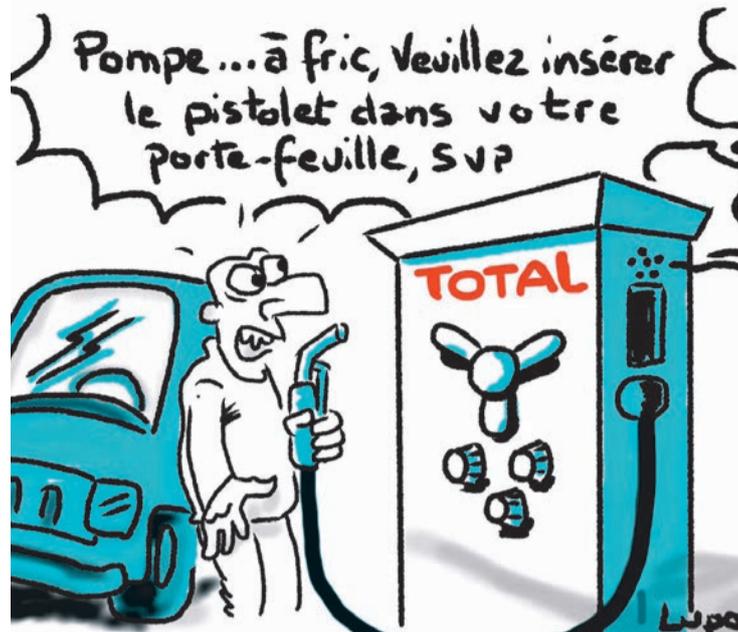
« On a entendu de la colère mais on a aussi entendu de la souffrance », pleurnichait le Premier ministre à la télévision après deux jours de mobilisation des gilets jaunes. Et de faire allusion « aux inquiétudes et au sentiment de déclassement, d'abandon ressenti par une partie de la population ».

Mais « Ce n'est pas quand ça souffle qu'il faut changer de cap », ajoutait le Premier ministre satisfait. Même ligne politique mais autre ton chez son collègue de l'Intérieur, adepte du coup de bâton, comme l'ont démontré de nombreuses interpellations et même un jugement de prison ferme contre un manifestant qui avait tenté de bloquer l'autoroute. Castaner se répand sur la prétendue dérive du mouvement des gilets jaunes.

Dérive, la colère de ceux qui voient leur pouvoir d'achat dégringoler? Radicalisation, la détermination grandissante de centaines de milliers de travailleurs, autoentrepreneurs, chômeurs, retraités, qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts? Qui voient les écoles, les bureaux de poste, les petites gares fermer tour à tour, et à qui on impose de prendre une voiture pour se déplacer de plus en plus loin?

Au mépris de l'un et aux menaces de l'autre est venu s'ajouter le discours non moins condescendant de Macron, premier responsable de cette politique au service des riches qui se devait, du haut de son Olympe et néanmoins réfugié en Belgique, de faire appel « au dialogue, à l'explication, à la capacité à trouver le bon rythme ». Les manifestants ne seraient que des enfants qui n'ont pas compris combien ils doivent accepter de s'appauvrir tandis que les capitalistes se gavent!

Mais « les revendications qui vont dans tous les sens », à entendre Castaner qui confond désordre et accumulation, n'ont qu'un seul sens: elles signifient toutes



le refus de voir le pouvoir d'achat bloqué et expriment une détestation bien méritée à l'égard de Macron, de son gouvernement

et de leur politique, même si elle ne fait que poursuivre celle de leurs prédécesseurs.

Viviane Lafont

Écologie : le gouvernement ment vertement



« Bien sûr qu'on ne reviendra pas sur la hausse des taxes. Parce que le diesel, c'est très mauvais pour la santé, ça fait des milliers de morts et c'est très mauvais pour notre économie. » C'est ce que déclarait Darmanin, ministre des Comptes publics, le 15 novembre sur BFMTV.

« C'est un scandale sanitaire similaire à l'amiante », ajoutait Darmanin en toute hypocrisie, car ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, n'a fait que dérouler le tapis rouge pour les industriels de l'amiante, puis de la motorisation diesel, en fermant les yeux sur les études qui, depuis des années, en dénonçaient les dangers mortels.

N'est-ce pas Macron lui-même qui, en 2016, alors ministre de l'Économie de Hollande, déclarait: « L'avenir du diesel passe par l'innovation », affirmant que le gasoil « reste au cœur de la

politique industrielle française », ce qui ne pouvait qu'aller droit au cœur des constructeurs automobiles, en particulier de la famille Peugeot?

L'argument écologique dans la bouche de ceux qui augmentent la taxation des carburants est un pur mensonge. Ils taxent les plus pauvres, les salariés, les chômeurs, les retraités, mais les vrais pollueurs, les patrons du transport routier, les compagnies aériennes, les géants du transport maritime, ne bénéficient-ils pas de dégrèvements et du remboursement de la TVA?

Ces mêmes gouvernements sont les accompagnateurs, voire les artisans de toutes les hausses qui frappent la population, depuis le logement jusqu'au timbre-poste, en passant par le gaz et les transports publics. Ils sont à la source de la perte de pouvoir d'achat de tous: qui bloque les salaires des agents de la fonction publique et les pensions? Qui bloque le smic? Qui réduit à néant l'épargne du livret A?

Non seulement ces menteurs gouvernementaux sont totalement indifférents aux catastrophes engendrées tôt ou tard par le réchauffement climatique, mais ils nuisent gravement à cette cause qu'ils prétendent défendre. Et de cela aussi, il faudra leur demander des comptes!

V.L.

Aux capitalistes pollueurs de payer

L'acharnement de Macron et Philippe à faire payer ceux qui n'arrivent pas à boucler leur budget contraste avec les facilités inouïes dont bénéficient les trusts tirant profit de la pollution. Total n'a ainsi pendant des années payé aucun impôt, et aujourd'hui encore ceux-ci sont dérisoires par rapport à ses cinq milliards et demi de profits. Ce trust vient de bénéficier, contre tous les avis des spécialistes et de la population locale, un permis de forage au large de la Guyane. Seul l'appui du gouvernement lui a permis

de passer outre la loi les interdisant. Le fuel lourd pour les navires de croisière géants ou les porte-conteneurs, dont un seul pollue autant qu'un million de voitures, est détaxé. C'est autant de profits en plus pour les grosses sociétés qui affrètent et utilisent de tels monstres.

Ce sont les actionnaires de ces pollueurs-là qui devraient payer, et non les petites gens qui ont été poussés par les gouvernements à s'équiper de véhicules diesel ou de cuves à fuel.

Daniel Mescla

Taxe carbone : le Parti socialiste amnésique

Le Parti socialiste, par la voix de son premier secrétaire Olivier Faure, s'est déclaré solidaire du mouvement des gilets jaunes.

Pourtant, Macron et son gouvernement ne font que continuer ce que Hollande avait inauguré: c'est en 2014 que la taxe carbone sur les carburants avait été inventée, sous prétexte de lutte contre le réchauffement climatique. Hollande avait aussi changé la fiscalité sur les énergies domestiques, en faisant dépendre leur taxation du niveau de leurs émissions de carbone. Pour bien des familles populaires,

cela s'était traduit par des dizaines d'euros de ponction supplémentaire.

Ces mesures fiscales prétendument écologiques n'avaient alors pas soulevé de contestation dans le Parti socialiste. Aujourd'hui, après sa déroute électorale, il n'est pas gêné de déclarer dans une résolution votée par sa direction le 13 novembre: « Au fond, l'arnaque peut se résumer en quelques mots: au prétexte de lutter

contre le réchauffement climatique, le gouvernement prélève davantage de taxes sur l'ensemble des Français pour financer les cadeaux fait à quelques-uns. »

Par opportunisme, le Parti socialiste dénonce aujourd'hui les cadeaux fiscaux faits aux plus riches et au patronat, mais c'est ce qu'il a fait pendant quatre ans sous Hollande. Il espère que les travailleurs auront la mémoire courte. Mais il y a des choses qui ne s'oublient pas, et pas si vite!

Boris Savin



Les gilets jaunes en manifestation à Châtelleraut le 17 novembre.

La goutte d'essence de trop!

Samedi 17 novembre, près de 300 000 personnes en gilet jaune se sont mobilisées pour protester contre la hausse des taxes sur l'essence et le gasoil, occupant de nombreux ronds-points avec des blocages ou des filtrages qui ont été presque toujours bien acceptés par les automobilistes, ou encore manifestant dans les centres-villes.

Cette protestation ne s'arrêtait cependant pas à ces taxes, mais visait plus généralement la hausse des prix, des loyers, du gaz, des mutuelles... alors que les salaires sont bloqués depuis des années et que les pensions des retraités ont été réduites par la hausse de la CSG.

Le rejet de Macron s'est exprimé largement, mais aussi le ras-le-bol des fins de mois difficiles et des conditions de travail qui empirent, de la vie qui devient de plus en plus difficile pour les classes populaires. «*On n'arrive plus à vivre*», «*C'est le Cac 40 qui commande vraiment*», «*Il faudrait un 1789 contre les capitalistes*», pouvait-on entendre, entre autres choses.

Il y avait certes des drapeaux tricolores, et certains

des partisans du Rassemblement national présents ont tenu des propos racistes, que les médias se sont empressés de relayer. Mais, dans les endroits où cela s'est produit, ils se sont souvent fait remettre à leur place par d'autres manifestants. Et cela n'était en rien la tonalité générale.

Région Rhône-Alpes

Des milliers de participants en majorité salariés, aides à domicile, ouvriers du bâtiment, cheminots, jeunes en emploi précaire, mais aussi artisans, ont organisé des blocages de supermarchés, comme à Auchan Saint-Priest, des barrages filtrants, un péage gratuit sur l'A6, à Villefranche-sur-Saône, ou encore des manifestations improvisées toute la journée.

500 à 600 personnes se sont ainsi retrouvées à midi sur la place Bellecour à Lyon.

Autour de Grenoble, des agriculteurs avaient accroché sur leurs tracteurs des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «*Agriculteurs sur la paille*» ou encore «*Macron, tu saignes les petits agriculteurs*».

En Bourgogne

Les manifestants ont également été nombreux : 600 personnes se sont rassemblées à Montbard, 1300 au plus fort de la journée à Chalon, 500 au Creusot, 400 à Montceau-les-Mines. À Dijon, la mobilisation a réuni plus de 6000 personnes. Près du centre-ville, les manifestants ont été accueillis... par les gaz lacrymogènes lancés par les CRS.

Dans l'Est

À Saint-Avold, comme à Belfort, Nancy, Metz, les rassemblements ont regroupé un milieu populaire d'ouvriers des usines des alentours, comme ceux de l'usine Neuhauser de Folschviller en Moselle, en

grève contre les licenciements, mais aussi de petites usines ou encore des retraités. Beaucoup de délégués syndicaux, en particulier CGT, étaient présents, malgré le refus de leurs confédérations de participer à la journée du 17 novembre.

À Nantes

Les blocages qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes ont permis, comme ailleurs, de nombreuses discussions sur les salaires et les retraites trop faibles, les hausses de l'essence, du gaz, des loyers, de tout ce qui est indispensable pour vivre, mais aussi sur le chômage qui augmente.

À Châtelleraut

Le rassemblement le plus important de la région avec 3000 personnes a regroupé de nombreuses délégations de travailleurs d'entreprises : les Fonderies du Poitou, Valéo, Hollywood, Aigle, Fenwick, Marelli, Snecma, Thales, ainsi que des employés communaux, des cheminots, des salariés des hôpitaux,

venus en famille. Une partie des 3000 gilets jaunes sont partis manifester en direction de l'hôpital où des services entiers doivent fermer, pendant que d'autres bloquaient un rond-point, entraînant la fermeture du magasin Auchan.

Du nord au sud du pays...

Le constat était le même : «*On ne s'en sort plus*».

Beaucoup de manifestants se sont demandé quelle suite donner à cette journée. Certains ont d'ailleurs continué à bloquer les jours suivants. Une chose est sûre : ce mécontentement doit continuer à s'exprimer. Les gilets jaunes appellent à une manifestation samedi 24 novembre à Paris, dans ce but. Dans ces mobilisations, le monde du travail doit mettre en avant ses propres objectifs pour défendre son niveau de vie, en particulier l'augmentation générale des salaires, des allocations et des retraites en fonction de celle des prix.

Aline Retesse

Les travailleurs et leurs revendications

Dans les mobilisations du 17 novembre et des jours suivants, on a entendu de tous côtés les mêmes exclamations : «*On n'y arrive plus*», «*On n'arrive pas à boucler les fins de mois*».

Les taxes, les impôts, les bas salaires, les petites retraites, les allocations misérables, les prix qui ne cessent d'augmenter dans tous les domaines : tout y passe. L'immense majorité de la population, subit une paupérisation continue, conséquence de la crise du capitalisme.

La classe capitaliste s'enrichit à milliards sur

l'exploitation des travailleurs. Engager un combat général du monde du travail pour que ces milliards servent à l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations, c'est défendre le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs, y compris de ceux en contrats précaires, employés par de petites entreprises, de

ceux qui sont en retraite ou contraints au chômage. Et, pour que ces augmentations, à la hauteur des besoins, ne disparaissent pas aussi vite qu'elles ont été acquises, salaires et pensions doivent suivre automatiquement la hausse des prix, sous le contrôle des travailleurs et de l'ensemble de la population. Cela doit être la réponse du monde du travail à la dégringolade de ses moyens d'existence.

Les capitalistes réalisent leurs profits en exploitant

les travailleurs mais, parallèlement, ils prélèvent aussi leur dû sur d'autres catégories sociales : sous-traitants, travailleurs indépendants, artisans, paysans, petits patrons sont contraints d'accepter la dictature des grands groupes et de l'État à leur service et en subissent eux aussi les conséquences.

La conquête d'un niveau de vie acceptable, par une revalorisation massive des salaires et des pensions aidera d'autres catégories

sociales, qui subissent toutes le contrecoup de l'appauvrissement des travailleurs.

La recherche du profit maximum dans le contexte de la crise du capitalisme n'ouvre aucune perspective d'amélioration de leur sort à l'ensemble des catégories populaires.

Quand, par ses luttes, la classe ouvrière desserre l'étau de la dictature des grands groupes capitalistes et des banques, c'est en fait toute la société qui respire.

Paul Sorel

Des réactions dans les entreprises

De nombreux travailleurs étaient présents dans les différentes actions du 17 novembre, aux quatre coins du pays. Dans plusieurs entreprises, des salariés ont saisi l'occasion d'exprimer leur mécontentement par des débrayages. Les conditions de travail, la pression pour produire toujours plus et surtout les salaires qui ne suffisent pas à finir le mois étaient au centre des discussions.

Chez PSA, à Douvrin dans le Pas-de-Calais

La Française de Mécanique, qui fait partie du groupe PSA, fait tourner une équipe de production de moteurs le samedi et le dimanche (SD), de 16 h 30 à 6 heures. En arrivant samedi, plusieurs travailleurs ont profité de l'appel de la CGT à débrayer pour des hausses de salaires, pour dénoncer les salaires bien trop bas, l'inquiétude pour l'avenir des enfants... D'autres travailleurs ont grossi ce petit groupe dans l'heure qui a suivi.

Dans l'usine comme dans le reste du groupe PSA, la direction met une pression constante pour sa production, en faisant déborder avant et après les 12 heures du poste, ou en faisant décaler toutes les pauses. Elle s'est même fait prendre la main dans le sac à ne pas payer intégralement les majorations pour travail de nuit en SD, sans parler des « erreurs » sur les fiches de paye des intérimaires.

Ceux qui ont tenu à débrayer voulaient que cela se sache et ont fait le tour des deux bâtiments. Cela a été l'occasion de discussions très encourageantes avec les autres travailleurs en étant largement compris.

PSA Sochaux et Mulhouse

Des appels à la grève de la CGT ont été relativement suivis dans ces deux usines PSA. Des travailleurs qui n'avaient jamais fait grève

s'y sont mis ce coup-ci, même s'il s'agissait surtout de ne pas se retrouver bloqués en rentrant du travail.

À Sochaux, dans un secteur du Ferrage, sur 20 salariés en CDI, 17 se sont déclarés grévistes dès le vendredi soir pour le lendemain. L'une des deux lignes de production de l'usine ne travaillant pas, la direction a dû trouver du monde pour que celle-ci sorte à peu près normalement.

Dimanche soir, aux portes de PSA Sochaux, il y a eu des tentatives de blocage par plusieurs dizaines de gilets jaunes, vite évacués par la police mais causant quelques retards à la production.

À Mulhouse, au dernier moment, la CFDT et FO ont aussi appelé à la grève. Il faut dire que les élections professionnelles sont proches! Au Montage, une centaine d'ouvriers, dont des intérimaires, étaient en grève, et la direction a fait venir énormément d'intérimaires de contre-équipe. Même en faisant venir des renforts, elle a perdu trois heures de production. Du côté des travailleurs, en grève ou restés au travail, tout le monde en était satisfait!

Chez Michelin, à Cholet

La grève appelée par la CGT samedi 17 novembre a été suivie à près de 50% dans cette usine. Des ateliers entiers n'ont pas pu fonctionner normalement. À 7 h 30, une cinquantaine de travailleurs se sont retrouvés



sur le parking de l'usine pour se joindre ensuite au rassemblement le plus proche, sur le rond-point d'une zone commerciale. Banderole, slogans et pancartes réclamant l'augmentation générale des salaires ont été bien accueillis et ont suscité les discussions.

Lundi, dans les ateliers, les représentants de la direction se lamentaient sur la perte de production enregistrée le samedi 17 novembre. C'est bien dans les entreprises, au cœur de leur système, qu'on peut faire mal aux capitalistes.

À la Redoute, à Roubaix

Il y avait beaucoup d'animation samedi. Certains avaient posé un gilet jaune derrière leur pare-brise et beaucoup voulaient se montrer solidaires des initiateurs du mouvement. Les discussions tournaient autour du fait que tous les prix flambent et pas seulement ceux des carburants, tous constataient que seuls les salaires sont bloqués depuis des années et qu'il faut les augmenter. La colère contre Macron, « exclusivement au service des richards »,

revenait dans toutes les conversations. Un rassemblement a donc été proposé à tous les travailleurs sur le parking de Quai 30, l'usine logistique à Wattrelos, samedi 17 au matin. Les deux équipes du week-end, d'une soixantaine de travailleurs chacune, ont été appelées à la grève.

Une bonne soixantaine de salariés ont écouté les interventions de militants de la CGT et ont manifesté dans le quartier en scandant joyeusement des slogans comme: « L'essence flambe, et notre colère aussi, les salaires sont gelés, il faut les réchauffer. » Beaucoup de gens se mettaient à leur fenêtre ou à leur porte pour applaudir et approuver les manifestants sur leur passage.

L'équipe d'après-midi a largement montré sa solidarité avec le mouvement, puisque plus de la moitié de l'effectif des embauchés a quitté l'usine à 17 heures et quelques-uns encore à 19 heures, alors que la

pression de la direction devenait forte pour l'opération promotionnelle du Black Friday.

À Neuhauser, à Saint-Avold

Lundi 19 novembre, les travailleurs de l'entreprise Neuhauser, en Moselle, toujours en grève contre la menace de licenciements, se sont rendus en cortège à une vingtaine sur un rond-point stratégique, bloqué par 300 gilets jaunes qui avaient maintenu leur mobilisation depuis le samedi. Un groupe de salariés de l'entreprise, qui avaient eu la même idée, s'y trouvaient déjà et les retrouvailles ont été chaleureuses.

Les autres manifestants présents sur le rond-point ont accueilli avec enthousiasme les travailleurs en lutte et leur ont démontré leur soutien en bloquant tous les camions entrant et sortant de l'usine, au grand dam du responsable de l'entreprise.

Iveco Bus – Annonay : une grève partie de la base

Durant le week-end des 17 et 18 novembre, des centaines de personnes s'étaient relayées sur les ronds-points aux entrées d'Annonay en Ardèche et dans de nombreux villages alentour. Sur les barrages filtrants, le constat partagé par tous, salariés, retraités ou chômeurs, était qu'on ne s'en sortait plus.

Lundi matin, à l'usine Iveco bus d'Annonay, les discussions continuaient

dans tous les ateliers. L'idée qu'il fallait faire quelque chose était dans les têtes. Des ouvriers ont alors interpellé les délégués en leur disant: « Il faut appeler à la grève. » Et dès que le syndicat CGT l'a fait, des ateliers se sont vidés, les ouvriers filant rejoindre les gilets jaunes en poste sur les ronds-points de la région. C'est là que les discussions se sont poursuivies entre travailleurs d'Iveco sur ce

qu'il fallait faire ensuite. Certains se disant qu'il fallait continuer la grève. Plus tard, des ouvriers des équipes d'après-midi ont rejoint le mouvement.

La grève pourrait bien continuer, tant le mécontentement est grand contre la politique de Macron, contre les conditions de travail intenable et les salaires de misère.

Correspondant LO



Carlos Ghosn: voleur de salaires, voleur tout court ?

Carlos Ghosn, un des PDG les mieux payés du CAC 40, a été mis en examen au Japon le 19 novembre, après avoir été arrêté à la descente de son jet privé. Soupçonné d'avoir dissimulé au fisc nippon près de cinq milliards de yens (38 millions d'euros), plus de la moitié de sa rémunération en tant que président de Nissan, il aurait également confondu la caisse de l'entreprise avec sa propre poche.

Le PDG du groupe Renault, également président du conseil d'administration de Nissan et Mitsubishi motors ainsi que de la co-entreprise Renault-Nissan BV, chargée des achats communs, est connu pour ses salaires mirobolants: 16 millions d'euros au total pour l'année 2017. Et, devant les timides froncements de nez du gouvernement français, l'État étant actionnaire à 15 %, Ghosn a fait mine d'accepter une diminution de son salaire pour 2018, pour autant qu'il reçoive une large compensation en stock options, véritable mine d'or lorsqu'il les revend.

Si les capitalistes actionnaires trouvent ces sommes normales, c'est parce que Ghosn leur fait chaque année toucher un véritable pactole. Ils se sont partagé plus de 5 milliards d'euros pour 2017, avec un dividende en augmentation de 12 %. Mais, pendant que le PDG empoche, les salariés ne savent que trop d'où viennent les profits. Comme le dit un ouvrier de l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, « avec 45 000 euros par jour (dimanches et fêtes compris), il réussit à frauder le fisc et nous, on n'arrive pas à finir le mois ! ». Alors que les salaires ont été bloqués six années durant, ils n'ont reçu qu'un coup de pouce de 1 % cette année. Quant

aux milliers de travailleurs intérimaires payés au smic qu'emploie l'entreprise, ils y fabriquent aussi les profits de Renault, en y laissant leur santé.

Ghosn, à qui plaît son surnom de *cost killer*, a effectivement présidé à la politique de tueur de coûts avec ses deux accords dits de compétitivité, qui se sont traduits en France par des milliers de suppressions d'emplois et, partant, la détérioration brutale des

conditions de travail dans les ateliers et les bureaux d'étude. Précarité pour les intérimaires et les prestataires, cadences intenable, stress pour tous, salaires trop faibles et pouvoir d'achat en berne riment avec profits capitalistes pour les actionnaires et, au passage, pour l'un d'entre eux, le PDG, rémunération dorée.

Que Ghosn ait été ou non victime d'un coup préparé par son second chez Nissan, le directeur Saikawa qui vient de déplorer « le côté obscur de l'ère Ghosn », ne change rien à l'affaire. Ces grands bourgeois vivent de l'exploitation du travail de la majorité. Ils fraudent – ou non – avec le fisc, avec la loi: ce sont eux, ou ceux qu'ils servent, qui la font.

Viviane Lafont



Au Technocentre Renault - Guyancourt

Au Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines, certains salariés exprimaient une inquiétude face à l'avenir, à l'heure où le ministre de l'Économie évoquait une gouvernance intérimaire pour Renault. Mais c'est l'écoeurement qui dominait dans les bureaux

d'étude: « Il n'en a jamais assez. Avec tout ce qu'il gagne déjà, c'est scandaleux. »

La direction de Renault a envoyé à tous les salariés un message de soutien au PDG: « En votre nom, nous voulons écrire ici notre total soutien à notre président-directeur général. »

Cela a eu le don d'énerver les travailleurs qui disaient: « Nous, on n'a rien demandé, et la direction n'a pas à parler en notre nom. »

C'est sûr, direction et travailleurs ne sont pas du même bord et ont des intérêts opposés.

Correspondant LO



PARIS NORMANDIE

Travailleurs handicapés: plus nombreux au chômage

L'ouverture de la semaine du handicap, lundi 19 novembre, a été l'occasion de rappeler la situation de plus en plus critique des travailleurs handicapés dont près de 20 % sont privés d'emploi, deux fois plus que la moyenne des salariés.

Le président de l'association APF France handicapés parle de désastre, avec 514 000 personnes handicapées au chômage, en hausse de 130 000 en cinq ans.

La secrétaire d'État chargée des personnes handicapées affirme la volonté politique du gouvernement de s'attaquer à ce problème. C'est exactement l'inverse de la réalité. Les associations de défense des handicapés ont dû monter au créneau dès 2017 pour protester contre le projet de budget 2018 qui prévoyait déjà une baisse des aides au poste, censées compenser la moindre productivité des handicapés dans les 800 entreprises dites adaptées.

La ministre du Travail Pénicaud avait tenté de justifier cette attaque sordide en prétendant que les aides rendaient leurs bénéficiaires peu aptes à changer ensuite de métier. Face au tollé, elle avait dû revoir sa copie. Le gouvernement avait finalement consenti à augmenter la dotation annuelle des aides au poste, passant de 380 à 500 millions d'euros d'ici 2020. Mais il a imposé au passage, comme conditions, le doublement des effectifs employés dans les entreprises adaptées ainsi qu'une hausse de la productivité du travail. C'est donc bien au final une baisse du montant de l'aide par personne handicapée que l'État a fait ainsi passer en douce.

De plus, les contrats des personnes handicapées seront des CDD tremplin,

censés apporter une formation. En guise de sas vers l'emploi dans des entreprises dites classiques, c'est surtout une passerelle vers Pôle emploi que construit le gouvernement, et encore, à l'économie.

Alors qu'une loi prévoit depuis trente ans l'obligation d'employer dans chaque entreprise un minimum de 6 % de travailleurs handicapés, la moyenne reste à 3,5 %. Beaucoup d'entreprises préfèrent toujours payer des amendes. À l'occasion de la semaine du handicap, certaines d'entre elles en ont profité pour faire leur publicité dans les médias, profitant des personnes handicapées. Ainsi l'entreprise Michelin affiche sa politique de création de référents handicapés censés faciliter l'emploi des personnes handicapées, ou encore aider des salariés à remplir les dossiers de reconnaissance du handicap. Mais Michelin, malgré ses expositions et ses animations, ne prévoit de recruter que 3 % de personnes handicapées cette année.

Le patronat supprime de façon systématique les emplois accessibles à des personnes ne pouvant plus suivre le rythme de travail. De plus, l'intensification de l'exploitation fragilise plus rapidement les organismes. Les employeurs se permettent ensuite de licencier sans vergogne les personnes qu'ils ont rendus inaptes au travail.

Gilles Boti

Contre le chômage et la précarité

Comme chaque année, les organisations de chômeurs appellent à manifester contre le chômage et la précarité, pour le droit au travail et à un revenu de remplacement pour tous les privés d'emploi.

La CGT s'est jointe à cette manifestation.

Manifestation
Samedi 1^{er} décembre,
place de la République
à Paris.

Rassemblement à partir de 12 h. Heure du départ de la manifestation à confirmer.

Lutte ouvrière
s'associe à
cette manifestation.

Services publics : toujours plus éloignés

Vider son portefeuille à la pompe pour accéder à un service public est une contrainte que dénoncent bien des gilets jaunes.

C'est le cas pour les hôpitaux ou les maternités. La politique de tous les gouvernements depuis des années a consisté à fermer les structures déclarées trop petites et pas assez rentables. C'est la population des petites villes et des villages environnants qui en a pâti. Il faut désormais faire des dizaines de kilomètres pour amener un proche à l'hôpital, aller lui rendre visite ou même accéder à un service d'urgence. Chacun est ainsi laissé à lui-même et le non-remplacement des médecins partant en retraite accentue

encore cet éloignement des soins, ainsi que la facture à payer pour y accéder.

La suppression des services hospitaliers de proximité est l'aspect le plus dramatique de cet abandon de l'État, mais pas le seul. Ce sont aussi des kilomètres supplémentaires à faire pour atteindre la trésorerie et y demander une information ou essayer d'obtenir un délai auprès de son percepteur. Il en est de même pour les bureaux de poste, remplacés par des agences communales ou des petits commerçants qui n'effectuent

pas toutes les opérations.

Partout l'État se désengage, à commencer par les transports en commun qui, autrefois, auraient pu éviter de prendre son véhicule. Les fermetures de lignes de chemins de fer, de gares, de guichets se sont multipliées, tandis que la fréquence des trains était souvent réduite. Et ce n'est pas fini. Le gouvernement menace de fermer 9000 km de petites lignes ferroviaires.

Tout cela s'ajoute à l'obligation de prendre sa voiture pour aller au travail, ou en chercher un, alors que même les plus grandes entreprises ferment leurs lignes de ramassage par car.

Devant cette démission



de l'État, la question est souvent posée de savoir « où va tout l'argent de nos impôts et des taxes sur les

carburants ? » Réponse évidente : dans les poches des capitalistes.

Daniel Mescla

Infirmières et infirmiers : eux aussi sont dans la rue

Mardi 20 novembre les infirmières et infirmiers étaient appelés à se mobiliser par seize organisations syndicales des hospitaliers et des libéraux.

Elles dénoncent l'absence de considération, le fait que les compétences ne soient pas reconnues, le mépris du gouvernement qui, dans son plan santé, ignore les infirmiers. La porte-parole de la Coordination infirmière nationale pointe dans ce

plan la formation d'assistants médicaux, financée par l'Assurance maladie pour assister les médecins libéraux, alors qu'on refuse aux infirmières d'accéder à leurs demandes sous prétexte qu'il n'y a pas d'argent. Des hospitaliers parlent de

revendications concernant les conditions de travail, le salaire : une infirmière débutante ne gagne que 1400 euros mensuels.

En fait le malaise est commun. Aux revendications du personnel soignant des hôpitaux, qui dénonce, comme en témoignait une infirmière de l'hôpital Nord de Marseille, le manque d'effectif, le travail à la chaîne au détriment du contact humain, l'épuisement physique et psychologique et un salaire insuffisant, correspondent des revendications des infirmières et infirmiers libéraux.

Leur journée, c'est plusieurs dizaines de visites par jour, parfois 50 à 60 selon certains témoignages, sept jours sur sept, et une charge de travail accrue avec le développement de la médecine ambulatoire et le renvoi des malades de plus

en plus tôt à leur domicile. La tarification des actes médicaux par l'Assurance maladie, dont ils demandent la revalorisation, est bloquée à des montants dérisoires : 3,15 euros l'injection ou 6,50 euros le pansement. Quant aux déplacements, ils ne sont payés que 2,50 euros, un tarif sans aucun rapport avec les frais réels surtout quand, en milieu rural,

on accumule les kilomètres.

Soignants en hôpital ou infirmiers libéraux, au-delà des revendications catégorielles diverses dans la profession, et au-delà même de leur profession, leur problème est celui de tous les travailleurs pour qui le minimum serait un revenu correct pour vivre sans s'épuiser au travail.

Sylvie Maréchal

FRANCE INFO



Cancers des enfants : les millions qui manquent

À l'occasion d'une visite à l'Institut Curie, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Frédérique Vidal, s'est félicitée que le gouvernement propose pour 2019 une rallonge budgétaire de 5 millions d'euros pour la recherche sur les cancers des enfants.

Elle affirme que la recherche contre le cancer fait partie des priorités de l'État. Mais elle se garde bien de préciser que, dans le même temps, les députés LREM (La République en marche) ont rejeté le 13 novembre au Parlement un

amendement de l'opposition proposant d'augmenter de 18 millions d'euros le budget de la recherche. Ce refus vient s'ajouter à la longue liste des votes refusant des crédits supplémentaires, en novembre 2014 et en décembre 2016, avec Hollande au pouvoir, et en octobre 2017 avec la majorité macroniste.

Les associations protestent contre ce vote et rappellent que 500 enfants décèdent en France chaque année d'un cancer et qu'il n'y a que 3,2 millions d'euros alloués à la recherche, soit 3% seulement du budget

annuel de l'Institut national du cancer. Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, défend le refus du gouvernement d'augmenter davantage les crédits en prétendant que « les cancers de l'enfant sont un axe prioritaire du plan cancer 2014-2019 ».

En tout cas, ce qui est vraiment prioritaire pour le gouvernement et ses députés, c'est de trouver des milliards pour financer les mesures en faveur des plus riches. Alors, avoir de quoi mieux soigner les enfants, n'y pensez même pas!

Cédric Duval

Étrangers malades : une politique indigne contre les plus pauvres

Entre 2016 et 2017, le nombre d'étrangers autorisés à séjourner en France pour se soigner a diminué de 39%, passant de 6850 à 4187, niveau le plus bas depuis dix ans.

Près de 48% des demandes ont été refusées en 2017, contre 23% en 2013. Conséquence d'une réforme décidée en 2016, sous le quinquennat de Hollande, et appliquée par le gouvernement actuel, les médecins qui donnent leur avis afin d'accorder les titres de séjour ont été rattachés au ministère de l'Intérieur, alors qu'ils dépendaient auparavant de celui de la Santé. Les étrangers malades doivent se soumettre à des contrôles d'identité supplémentaires et à des examens médicaux renforcés.

L'association de lutte contre le sida Aides avait dénoncé, au mois de juin,

le refus de titres de séjour et la menace d'expulsion de 24 étrangers séropositifs vers le Cameroun, la Guinée ou l'Angola, où ils ne pouvaient pas avoir accès aux traitements nécessaires.

Reprenant à son compte l'un des thèmes de campagne de l'extrême droite, le gouvernement remet en cause l'aide médicale aux étrangers.

Un pays riche comme la France aurait tout à fait les moyens de soigner les quelques milliers de personnes, en général gravement malades, qui en font la demande. Mais ce sont les plus pauvres qui sont victimes de cette politique scandaleuse. Car les riches émirs, ou les chefs d'État étrangers, continuent, eux, à être régulièrement accueillis dans les meilleurs hôpitaux et cliniques du pays.

Hélène Comte

Grande-Bretagne : les intérêts du capital sont saufs

Il était inévitable que la publication de l'accord de divorce entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne (UE), le 15 novembre, déclenche une nouvelle tempête dans la classe politique britannique, et cela n'a pas manqué.

À peine le contenu de cet accord sur le Brexit avait-il été porté à la connaissance du gouvernement que quatre de ses membres démissionnaient, dont Dominique Raab, le ministre titulaire du portefeuille du Brexit. Quatre autres de leurs collègues ont suivi le mouvement depuis, portant ainsi à plus d'une vingtaine le nombre des ministres qui auront lâché Theresa May en autant de mois de négociations. En même temps, le Groupe de recherche sur l'Europe, la faction la plus virulente des partisans d'un Brexit dur parmi les députés conservateurs, lançait une procédure destinée à déclencher un vote de censure contre May par son propre parti, ce qui la contraindrait à démissionner.

Cela veut-il dire pour autant que les 585 pages de cet accord contiennent de réelles nouveautés ? En fait, non, si ce n'est que ses clauses, jusque-là, faisaient l'objet de toutes sortes de spéculations et de surenchères politiciennes, se trouvent désormais figées dans un texte définitif qui doit être soumis à l'approbation du sommet de l'UE prévu pour le 25 novembre.

Continuité avant tout pour les affaires

Mais sur quoi porte cet accord ? Essentiellement sur deux choses : d'un côté, sur le solde des engagements financiers pris par la Grande-Bretagne en tant que membre de l'UE et, d'autre part, sur le cadre dans lequel se dérouleront les négociations à venir sur ses futurs rapports commerciaux avec l'UE. La montagne a donc accouché d'une souris : ces vingt mois de négociations auront avant tout servi à... préparer d'autres négociations qui promettent d'être au moins aussi longues et, très probablement, aussi riches en surenchères nationalistes au sein de la classe politique.

Mais surtout, cet accord donne aux grandes entreprises ce qu'elles réclamaient : des délais prévisibles



La City de Londres : florissante, Brexit ou pas.

et extensibles. En effet, après le 29 mars 2019, date à laquelle le Brexit est censé prendre effet, s'ouvrira une première période transitoire de quinze mois, pendant laquelle... rien ne changera, hormis le fait que la Grande-Bretagne, n'étant plus membre de l'UE, ne sera plus représentée dans ses diverses instances. Pour le reste, la libre circulation des marchandises et des personnes continuera à s'appliquer en Grande-Bretagne, tout comme l'ensemble de la législation européenne.

Si, à l'issue de cette première transition, en juillet 2020, les négociations prévues n'ont pas conduit à un traité commercial, l'UE et la Grande-Bretagne pourront décider d'un commun accord de prolonger la période de transition dans les mêmes conditions, jusqu'à une date butoir qui reste à déterminer : Theresa May a parlé de 2022, mais la date précise doit être ajoutée à l'accord par le sommet européen du 25 novembre.

Enfin, au cas où aucun traité ne serait conclu pour cette date butoir, une solution de repli est d'ores et déjà prévue pour une période indéfinie, jusqu'à ce que les deux parties y mettent un terme d'un commun accord. Durant cette période, le commerce des marchandises entre la Grande-Bretagne et l'UE resterait libre de droits de douane, sous réserve que les nouvelles directives adoptées par l'UE concernant ces marchandises

soient reproduites dans la législation britannique.

Il est vrai que durant cette ultime période transitoire les services financiers cesseraient de bénéficier de leur accès actuel au Marché unique. Mais cela fait longtemps que les grandes entreprises de la finance opérant à partir de Londres ont commencé à prendre leurs dispositions. Les géants de la banque ont déjà renforcé leur présence sur le continent pour éviter toute discontinuité dans leur accès au marché financier européen. La Bourse de Londres elle-même vient de transférer à Milan la gestion d'une grande partie de ses transactions en euros. Quant aux géants de l'assurance, ils ont tous désormais des filiales installées à Dublin, pour gérer les contrats souscrits par leurs clients basés dans l'UE.

Autant dire que ces vingt mois de négociations auront servi avant tout à une chose : quoi qu'il arrive, le grand capital – britannique, européen et international – aura tout le temps nécessaire pour prendre ses dispositions afin de préserver ses profits. Ce n'est pas pour rien que les membres du CBI, le Medef britannique, ont fait une ovation à Theresa May à leur congrès annuel, le 19 novembre.

La classe ouvrière face à la note du Brexit

Si les intérêts du capital sont protégés, il n'en va pas de même de ceux des travailleurs. Dans son discours au

congrès du CBI, Theresa May n'a pas manqué de déclarer : « *Il ne sera plus question pour les citoyens de l'UE de passer avant les ingénieurs de Sydney ou les programmeurs de Delhi, indépendamment de leurs compétences.* » Ce type de langage est devenu monnaie courante dans le discours officiel, pour faire pièce à la surenchère xénophobe de ses rivaux partisans d'un Brexit dur.

Qu'importe que tout cela ne soit qu'un tissu de mensonges ! Par exemple, si au cours de l'année écoulée des centaines de médecins recrutés en Inde par la Santé publique se sont vu refuser un visa pour venir prendre leur poste en Grande-Bretagne, cela n'avait rien à voir avec son appartenance à l'UE. C'était la conséquence des restrictions de plus en plus drastiques à l'immigration introduites par Theresa May elle-même, en tant que ministre de l'Intérieur des gouvernements conservateurs précédents.

Mais ce qu'il y a de plus hypocrite dans cette démagogie c'est que, sans les millions d'immigrés non qualifiés de l'UE venus travailler en Grande-Bretagne, des pans entiers de l'économie auraient tout simplement cessé de fonctionner, que ce soit des services publics comme la santé et l'aide aux personnes âgées, ou des secteurs privés comme le bâtiment et l'automobile !

Hier, cette démagogie xénophobe adoptée par la

classe politique pour couvrir ses attaques systématiques contre les classes populaires dans la crise avait produit le Brexit. Et aujourd'hui, elle se trouve recyclée, pour masquer une offensive contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Car même si les intérêts du capital sont protégés pour l'instant, les grandes entreprises profitent déjà du prétexte que leur offre le Brexit pour renforcer le rapport de force en leur faveur, anticipant ainsi sur les menaces que la crise fait peser sur leurs profits. C'est cette offensive que reflètent, entre autres, les licenciements et les mesures de chômage technique qui se multiplient dans l'automobile et les industries qui lui sont liées, les dernières en date étant la fermeture d'une usine Michelin en Écosse et l'annonce par PSA de la fermeture probable de l'une des trois unités de production de sa filiale britannique, Vauxhall.

Au cours des années qui ont conduit à la situation actuelle, la classe ouvrière britannique n'a jamais eu l'occasion de répondre, en mettant en avant ses intérêts de classe, aux flots de démagogie nauséabonde qui envahissaient la scène politique britannique. Aujourd'hui, face à l'offensive antiouvrière qui prend forme et à la surenchère nationaliste et xénophobe qui l'accompagne, une telle réponse est plus que jamais nécessaire.

François Rouleau

États-Unis : les migrants face à la dernière frontière

Après plus d'un mois de voyage à travers le Guatemala et le Mexique, la caravane des migrants d'Amérique centrale est arrivée aux abords de la frontière américaine. Après avoir surmonté de nombreux obstacles et dangers, les voilà confrontés à la démagogie anti-immigrés de Trump.

De façon démonstrative, pour plaire à son électorat raciste, Trump a déployé des soldats sur la frontière en vociférant qu'ils seraient en droit de tirer s'ils recevaient des pierres. Il a décrété que les demandes de droit d'asile ne seraient pas examinées pour ceux qui entreraient aux États-Unis illégalement. Cela revient à supprimer toute possibilité pour ces migrants de le demander, comme l'a fait remarquer un juge fédéral, qui a invalidé ce

décret présidentiel.

À plusieurs reprises Trump a insulté ces migrants, les traitant de criminels voulant amener le chaos aux États-Unis. C'est pourtant pour fuir les criminels, et la terreur qu'imposent les bandes armées des gangs et des dictatures du Honduras et du Nicaragua notamment, que ces milliers de femmes, d'enfants et d'hommes ont entrepris ce long et périlleux voyage. C'est pour se protéger des milices de

narcotrafiquants mexicains qu'ils se sont groupés à plusieurs milliers en caravanes.

Ils sont à présent 3 400 à camper à Mexicali, ville d'un million d'habitants, et 2 500 à Tijuana, 1,6 million d'habitants. Les quelques douzaines de Mexicains réactionnaires qui ont bruyamment manifesté contre leur présence ne font pas oublier que tout au long de leur chemin ils ont été aidés par bien plus de gens, qui ne comprenaient que trop bien les raisons de leur exode.

Les migrants font face aux murs et barbelés qui matérialisent la frontière, jusque dans l'océan Pacifique, où ils pourraient être tentés de nager vers le nord. Les autorités

américaines ont déclaré que les demandes d'immigration ou d'asile ne seraient examinées qu'après celles de 3 000 autres dossiers, qui sont déjà examinés avec une lenteur voulue. Elles comptent sur la lassitude et l'épuisement des ressources des migrants pour les décourager. Un jeune couple, avec un bambin de deux ans, obligés de fuir car ils avaient été les témoins oculaires d'un meurtre au Honduras et craignaient pour leur vie, expliquaient aux journalistes qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour tenir un ou deux mois à Tijuana.

Une organisation d'avocats américains, souhaitant venir en aide à ces migrants

et recueillant leurs témoignages dans les camps qui s'édifient à la frontière, évalue à 70% le nombre de ceux qui pourraient prétendre à l'asile aux États-Unis car le récit de leurs persécutions est « crédible ». Mais voilà, la plupart des migrants n'ont pas de documents qui prouvent leur bonne foi. Comme le déclarait une Hondurienne dont le mari a été abattu devant elle, et qui a ensuite reçu des menaces de mort pour qu'elle ne témoigne pas contre le meurtrier : « *Quand on est pauvre, la police ne fait pas d'enquête et les crimes restent impunis.* »

Lucien Déroit

Incendies :

mieux vaut être riche et libre que pauvre et prisonnier

L'ampleur des incendies en Californie a dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer, et les pompiers ont été incapables d'y faire face. On dénombre, le 20 novembre, 77 morts et plus d'un millier de disparus.

On va donc sans doute annoncer d'autres victimes. La plupart ont été tuées dans l'incendie du nord, une zone pas très riche, avec un habitat souvent dispersé au milieu des forêts. Des gens qu'il était quasiment impossible d'évacuer dans un délai extrêmement court d'une heure ou deux.

L'incendie du sud a fait beaucoup moins de

victimes. Il a notamment touché la riche station de Malibu et ses villas de luxe pour célébrités. Mais là, les choses se sont souvent passées différemment. Les plus fortunés ont fait appel à des sociétés de pompiers privées, émanation en particulier de compagnies d'assurance, qui préfèrent envoyer sur place un peu de main-d'œuvre plutôt

que d'avoir à rembourser les habitations luxueuses. Ainsi, la résidence de Kim Kardashian (à 60 millions de dollars) et quelques autres ont été sauvées. La compagnie d'assurance AIG notamment, qui s'occupe des clients les plus riches, possède des camions, du matériel et des unités de protection contre les incendies.

Pendant que le capitalisme protège ainsi les nantis riches, il en va différemment de ceux qui sont tout en bas de l'échelle, en particulier ceux qui sont en prison.

Plusieurs centaines de détenus combattent les incendies, aux côtés des pompiers. Il y en a 3 000 qui sont affectés, par petits groupes, aux diverses brigades de pompiers. En théorie, aucun détenu n'est obligé de s'engager. Mais, en prison, être volontaire ou pas n'est pas toujours possible. Les détenus touchent deux dollars par jour et un dollar par heure d'opérations. En outre, ils ont droit à deux jours de remise de peine pour une journée face aux incendies.

Moyennant quoi, l'État de Californie économise entre 90 et 100 millions de dollars par an. En 2014, les autorités californiennes s'étaient opposées (sans succès) à une extension du régime de libération conditionnelle, arguant que cela « *aurait de sévères conséquences sur la participation aux incendies, ce qui serait dangereux.* »

Bref, les flammes des brasiers éclairent le capitalisme aux deux bouts de l'échelle sociale.

André Victor

Iran : 5 700 ouvriers en grève

Le 19 novembre, les 5 700 travailleurs de la compagnie sucrière Haft Tapeh, au sud-est de l'Iran, dans la province de Suse, entamaient leur quinzième jour de grève. Cette entreprise produit du sucre, mais aussi de l'alcool industriel, du blé, du sarrasin, de la mélasse et du papier kraft.

Le gouvernement et les médias officiels iraniens font le silence sur ce mouvement, craignant que le mécontentement n'explode ailleurs. D'autant qu'un des dirigeants de cette grève, Ismail Bakhshi, a appelé à la solidarité de tous les travailleurs d'Iran, à commencer par ceux de l'usine métallurgique de Feulad dans la même région, qui compte 10 000 salariés. Le 18 novembre, ce dirigeant a été arrêté ainsi que quinze autres grévistes, mais la grève continue.

La grève porte sur les salaires que la compagnie n'a pas versés depuis quatre mois. De plus, les travailleurs réclament que cette entreprise, privatisée en

février 2016, soit à nouveau nationalisée, mais sous le contrôle des travailleurs. Le patron, Asad Beygi, est aux abonnés absents. Du coup, c'est l'adjoint du gouverneur de la province qui a appelé les grévistes « *à reprendre le travail avant que la production ne se perde.* »

Il aura fallu quinze jours de grève pour qu'un journal iranien publie des témoignages sur les conditions de vie et de travail de ces ouvriers. Un des travailleurs, depuis vingt-deux ans dans cette entreprise, y explique que depuis la privatisation il reçoit son salaire avec beaucoup de difficulté et qu'il n'a rien touché depuis quatre mois. Un autre donne le montant de son salaire :



260 euros par mois. Un autre encore raconte l'absence de tout équipement de sécurité, alors que les conditions de travail sont très pénibles, notamment dans les champs de canne.

Ismail Bakhshi, le dirigeant de la grève, à plusieurs reprises a insisté sur l'unification des travailleuses et

des travailleurs de toutes les langues et ethnies, arabes, lors, persans... Juste avant son arrestation, il déclarait : « *L'État a mobilisé des gendarmes pour tirer sur nous, alors que nous sommes là pour défendre nos droits et que la prison et les menaces ne nous font plus peur.* »

Les travailleurs de Haft

Tapeh exigent sa libération et celle de leurs camarades emprisonnés, et ils sont soutenus par la population de Suse, qui a manifesté avec eux lundi aux cris de : « *Ils ont arrêté Ismail. Mais nous sommes tous des Bakhshi, à bas l'opresseur, vive l'ouvrier!* »

Dominique Mathieu

Novembre 1918: la révolution allemande

Quand la révolution allemande éclate en novembre 1918, c'est une bonne nouvelle pour les prolétaires de Russie qui, depuis octobre 1917, espèrent une révolution dans un pays développé. Pour les bolcheviks, la révolution doit s'étendre, sinon elle sera étranglée par la bourgeoisie.

En Allemagne, pays le plus industrialisé d'Europe, la tradition marxiste a touché beaucoup d'ouvriers. En 1912, le Parti social-démocrate (SPD) compte un million de membres, sa centrale syndicale organise 2,5 millions de salariés et 34 % des électeurs ont envoyé 110 élus SPD au Parlement. Certes, celui-ci n'est plus le parti révolutionnaire qui défiait Bismarck, et ses succès électoraux ont conduit une partie de ses cadres à s'adapter au système politique dominant. C'est ce qui les amène, comme les socialistes français, à voter les crédits de guerre en août 1914 et, ayant changé de camp, à entraîner les travailleurs dans la boucherie impérialiste.

La trahison du SPD

Le SPD avait obligé ses élus qui y étaient opposés à voter les crédits de guerre. En décembre, le député Karl Liebknecht rompt cette discipline: il se retrouve au front à creuser des tranchées. Fils d'un fondateur du SPD, antimilitariste, il s'oppose à la guerre avec Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Leo Jogiches, Franz Mehring. Ensemble, ils lancent la Ligue Spartakus, du nom de l'esclave qui avait défié la Rome antique. Leur mot d'ordre: «L'ennemi principal est dans notre pays.» Un mouvement identique se produit dans la centrale syndicale du SPD: des militants opposés à la guerre, tel Richard Müller, formant le réseau des

délégués révolutionnaires, influents dans les usines.

En 1914, la fièvre nationaliste dominait. En 1915, des femmes manifestent contre la vie chère. Le 1^{er} mai 1916, les spartakistes appellent à manifester contre la guerre. Liebknecht, en uniforme, lance: «À bas la guerre! À bas le gouvernement!» Les manifestants affrontent la police, Liebknecht est expédié aux travaux forcés.

Karl Kautsky, qui avait dirigé le SPD, écrit alors que, sans une inflexion pacifiste de sa politique, ouvriers et soldats vont rallier les spartakistes. En janvier 1917, la direction du SPD, avec Ebert et Scheidemann, exclut tous ses opposants. Il en sort un Parti socialiste indépendant (USPD) dirigé par Bernstein et Kautsky, aussi hostiles à la révolution que les chefs du SPD, mais dont font également partie les délégués révolutionnaires et les spartakistes.

Le 28 janvier 1918, 400 000 ouvriers berlinois font grève contre la guerre à l'appel des délégués révolutionnaires. La grève s'étend à Kiel, Hambourg, Cologne. Pour y mettre fin, Ebert et Scheidemann se font élire au comité de grève.

Le front craque

Fin septembre 1918, les revers militaires s'accumulant, l'état-major comprend qu'il ne gagnera pas la guerre. Il lui faut un armistice, mais il ne veut pas être associé à la défaite. Le général Ludendorff se tourne alors vers le SPD et



Flotte mutinée, octobre 1918.

lui offre des places au gouvernement. L'armée claironnera par la suite que les civils, le SPD en particulier, l'ont poignardée dans le dos.

Début octobre, un armistice est proposé à Wilson, président des États-Unis, entrés en guerre en 1917 au côté de la France et de la Grande-Bretagne. Wilson multiplie les exigences et ce n'est que le 28 octobre que, pour la première fois, le SPD participe au gouvernement.

Le soulèvement des marins

Mais les amiraux veulent un dernier combat, pour l'honneur. Les marins s'y refusent. Le 29 octobre, deux navires se mutinent près de Wilhelmshaven. Les officiers reprennent la situation en main, mettent aux arrêts un millier de marins, mais il n'y aura pas de baroud d'honneur. Dans la base navale de Kiel, qui concentre 50 000 marins et 30 000 ouvriers des chantiers navals, les marins veulent libérer leurs camarades. Après une manifestation réprimée, ils élisent leur conseil. Les ouvriers aussi. Les marins sont libérés. Des soldats

envoyés pour les réprimer fraternisent. On est le 3 novembre, la révolution allemande a commencé.

Un ministre bourgeois et un cadre du SPD, Gustav Noske, sont dépêchés à Kiel depuis Berlin: Noske se fait élire à la tête du conseil des marins et soldats, puis devient gouverneur de la ville qu'il a reprise en main. Mais les marins se répandent dans le pays en y multipliant les conseils de soldats et d'ouvriers. Ils commencent par les ports, puis se tournent vers la Ruhr. Le 4 novembre, à Stuttgart, le conseil ouvrier se dit prêt à signer l'armistice. Le 6, le nord-ouest de l'Allemagne est aux mains des conseils. Le 7, à Munich, Kurt Eisner proclame la République des conseils de Bavière. Le 8, c'est au tour de la Saxe, la Hesse, la Franconie, le Wurtemberg. Des conseils se forment aussi à Metz et à Strasbourg.

La révolution arrive à Berlin

Le 9 novembre, les ouvriers berlinois occupent des bâtiments publics. Les soldats fraternisent. À 11 heures, le chancelier Max de Bade annonce l'abdication de l'empereur et laisse son poste à Ebert qui lance: «Je ne veux pas de la révolution, je la hais à l'égal du péché.» Son comparse social-démocrate Scheidemann, qui veut prendre de vitesse les spartakistes, annonce à 14 heures la Première République allemande. À 16 heures, Liebknecht proclame, lui, la République libre socialiste et appelle à lutter pour elle.

Ebert forme un gouvernement SPD-USPD, qu'il nomme, comme en Russie, conseil des commissaires du peuple, pour tromper les ouvriers. Les délégués révolutionnaires appellent les ouvriers à élire des conseils pour former un

gouvernement révolutionnaire. Mais la majorité des 3 000 délégués au congrès des conseils, qui a été convoqué dans l'urgence, restent attachés au SPD. Et ils votent la confiance à Ebert, qui reçoit le soutien du maréchal Hindenburg et de l'armée contre les spartakistes. Une partie des troupes n'étant pas jugée sûre, l'armée met sur pied des corps francs, composés d'officiers, d'aventuriers et d'étudiants d'extrême droite.

Des grèves éclatent. Pour les prendre de court, le 15 novembre, la centrale syndicale SPD signe avec le patronat une convention accordant la journée de huit heures, la reconnaissance des syndicats d'usine et des conventions collectives.

Comme l'écrit Trotsky en 1919: «Lorsque la guerre éclata et que vint l'heure de la plus grande épreuve historique, il apparut que l'organisation officielle [le SPD] agissait et réagissait non pas comme organisation de combat du prolétariat contre l'État bourgeois, mais comme un organe auxiliaire de l'État. (...) La classe ouvrière fut paralysée (...). Les souffrances de la guerre (...) mirent fin à la paralysie. (...) Mais le prolétariat resta sans organisation de combat.»

Ouvriers, soldats et marins ont fait tomber la monarchie. Mais ils veulent plus que la république bourgeoise, qui comble le SPD. Ils prendront des initiatives dans ce sens, mais il leur manque un parti révolutionnaire pour coordonner l'action. Le seul parti véritablement organisé est le SPD. Ce parti que Marx et Engels avaient aidé à créer en 1875 pour l'émancipation de la classe ouvrière, est devenu entre 1914 et 1918 le seul sur lequel la bourgeoisie et l'armée peuvent s'appuyer contre la révolution ouvrière.

Jacques Fontenoy



Insurgés à Berlin, novembre 1918.

Lycée de Bezons : après l'agression d'un enseignant



Le 8 novembre, un élève du lycée polyvalent de Bezons, dans le Val-d'Oise, s'en est pris violemment à un enseignant qui, après l'avoir exclu de son cours pendant une heure, ne voulait pas l'accepter l'heure suivante.

Devant l'émotion provoquée par cette agression, la directrice académique adjointe des services de l'Éducation nationale du département s'est déplacée dans l'établissement. Ses propos ont contribué à mettre tout le monde en colère. Selon elle, la violence étant malheureusement un phénomène de société, « il n'y a pas plus de risque à travailler dans le lycée que d'aller à La Poste ou de prendre le métro ». Et elle invitait donc les enseignants à regagner leur classe, ce qu'ils n'ont pas fait.

Sur les 70 professeurs de l'établissement, 55 ont décidé d'exercer leur droit de

retrait. Pendant deux jours, les discussions ont été nombreuses en assemblée générale ou en petits groupes, tout le monde a pu mesurer à quel point se taire n'était plus possible devant la dégradation des conditions d'étude dans le lycée.

Il y avait un surveillant pour 40 élèves il y a quelques années, il n'y en a plus qu'un pour 60 aujourd'hui. Dans les classes, les heures de cours en demi-groupes ont quasiment disparu de tous les enseignements. Agents administratifs et ouvriers d'entretien ne sont pas en nombre suffisant. Tout cela contribue à la dégradation

du climat dans le lycée.

Derrière la consigne de ne pas faire de vague, on demande en réalité aux enseignants de ne pas dénoncer cette situation d'abandon des établissements scolaires des banlieues populaires.

L'inspection académique a refusé de considérer le droit de retrait des enseignants, les déclarant en grève. Un grand nombre d'enseignants ont entendu son message : pour défendre l'école, les conditions d'étude et de travail dans les établissements scolaires, il n'y a que la grève. D'ailleurs, les 15 et 16 novembre, les lycéens ont tenu à s'associer aux demandes de moyens supplémentaires pour défendre leur lycée, en faisant grève à leur tour.

Correspondant LO

Bactéries et antibiotiques : les mains sales de l'industrie pharmaceutique

Près de 700 000 infections insensibles aux antibiotiques en un an, plus de 33 000 morts... Des chiffres dignes d'un tiers monde de misère ? Non, ils concernent l'Europe. Publiés par la revue médicale internationale *The Lancet*, ils soulignent une situation qui va s'aggravant et sur laquelle les épidémiologistes attirent l'attention depuis des décennies.

Il y a ainsi le retour massif de la tuberculose en Europe de l'Est ou la multiplication des cas d'infections nosocomiales (induites par des soins), qui atteignent en France un malade hospitalisé sur quinze et jusqu'à un sur quatre placés en réanimation.

On connaît la cause médicale de cette catastrophe sanitaire : c'est l'antibiorésistance. Un antibiotique vise à empêcher que prolifèrent les bactéries facteurs d'infection, mais les bactéries développent aussi un mécanisme de défense contre l'action des antibiotiques existants. Pour y faire échec, il faudrait mener une course permanente afin de créer de nouveaux antibiotiques.

Outre les conditions d'hygiène des hôpitaux qui reculent dès qu'ils manquent de moyens, les causes essentielles de la victoire des bactéries sont la surexposition aux antibiotiques existants et le retard mis à en créer de nouveaux. Cela met en cause la stratégie même de l'industrie pharmaceutique. En effet, la vente d'antibiotiques anciens, peu coûteux à produire, est une manne dont les industriels n'ont nulle envie de se priver.

Quant aux campagnes

officielles sur le mode « *Les antibiotiques, ce n'est pas automatique* » ou, dernier slogan du ministère, « *Ils sont précieux, utilisons-les mieux* », elles pèsent peu face aux énormes moyens et aux pressions des capitalistes du secteur. Le volume des antibiotiques prescrits à des malades n'a guère changé dans les pays occidentaux depuis dix ans. Et surtout, l'usage déjà massif d'antibiotiques dans l'élevage explose, sans

que les plans et règles des pouvoirs publics y fassent grand-chose.

L'industrie pharmaceutique ne cherche plus – et donc ne trouve plus depuis vingt ans – de nouvelles classes d'antibiotiques car elle estime que le retour sur investissement n'en vaut plus la chandelle boursière. De 2000 à 2011, on est tombé de 90% à 30% des grandes sociétés du secteur ayant des équipes de chercheurs en ce domaine, et le nombre de brevets qu'elles ont déposés a été divisé par deux. En fait, elles orientent leurs équipes de recherche pour l'essentiel vers la création de copies de médicaments déjà connus, ce qui leur permet de faire payer cher



de fausses innovations. Au point que même les directeurs des deux grandes agences réglementaires de santé aux États-Unis et en Europe (la FDA et l'EMA), peu suspects d'un anticapitalisme farouche, ont piqué publiquement en 2010 une grosse colère. Bien sûr, sans grand effet.

Ce qui ressort de ce désastre annoncé crève pourtant les yeux : laisser aux capitalistes du médicament le choix des investissements pour lutter contre la résistance des bactéries aux traitements, c'est renoncer à un combat vital pour l'humanité.

Hugues Jackson

Crédit : cachez ces taux d'intérêt que je ne saurais voir...

Sous la pression des banquiers et des organismes de crédit, le gouvernement tente de supprimer quelques obligations en matière de publicité pour les crédits à la consommation.

En 2010, une loi avait imposé aux publicités, dans le but de lutter contre le surendettement, un gros encart indiquant clairement les conditions d'emprunt : le taux réellement payé par l'emprunteur et le coût final du crédit. Le projet veut supprimer cette obligation dans tous les courriers, mails ou prospectus, facilitant aux

usuriers les mensonges et manipulations en tout genre.

D'autre part, l'avertissement légal : « *Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager* », pourtant bien neutre, gâcherait, semble-t-il, l'ivresse du paradis à crédit. En tout cas, le projet

gouvernemental permet qu'il ne figure plus qu'en tout petits caractères. Comme dans les contrats d'assurance, chacun sait que l'importance d'une clause est inversement proportionnelle à la taille de sa police de caractères.

Les associations de consommateurs et d'usagers des banques ont signalé leur étonnement et leur indignation, alors même que le nombre de surendettés avait justement baissé.

Mais les banques font

un argent fou, non seulement sur les crédits remboursés mais encore plus sur les défauts de crédit qui leur permettent d'imposer des frais et des tarifs de renouvellement (crédit revolving) qui étranglent plus sûrement leurs victimes que le boa constrictor.

Des commentateurs s'alarment de l'usure du gouvernement. Néanmoins, il tiendra jusqu'au bout son rôle de gouvernant... des usuriers.

Christian Bernac

Renault-Sovab – Batilly : contre la dégradation des conditions de travail !

L'usine Renault Sovab en Lorraine fabrique des fourgons Master. La production y a augmenté de 40% en quatre ans tandis que les effectifs ont baissé d'une centaine de travailleurs.

Pour augmenter ainsi la production, la direction a fait la chasse à tous les créneaux horaires disponibles. On travaille plus vite (un Master sort de chaîne toutes les 1 mn 36 s), plus longtemps et avec 40% d'ouvriers intérimaires sur les chaînes.

Les travailleurs ne sont pas restés sans réactions. Des débrayages éclatent au fil des augmentations de cadences sur différents tronçons de chaîne et, parfois même seulement à une

dizaine, les ouvriers font la liste des problèmes, à commencer bien sûr par le manque de personnel. Au Montage, un gréviste racontait qu'en une semaine cinq intérimaires se sont succédé au même poste de travail, sans pouvoir le tenir.

Mais les économies de matériel ont aussi dégradé les conditions de travail. Ainsi, il y a peu, des caristes ont dû bloquer la production de l'usine pendant plusieurs heures pour obtenir

un chariot élévateur, certains s'étant retrouvés avec un chariot pour deux pour décharger les camions !

Lors d'un débrayage en Tôlerie, un ouvrier a dépeint au chef du département une journée type qui le met en colère : « *Le matin, j'arrive au vestiaire : il n'y a pas de bleu de travail dans le casier, à mon poste de travail pas de gants. Les améliorations du poste de travail, promises depuis des mois, ne sont toujours pas réalisées. Je veux changer les électrodes de mon poste de soudure dont les gerbes d'étincelles m'arrivent à la figure, il n'y en a pas. À la*

pause, plus d'eau à la fontaine du local, les toilettes les plus proches sont en travaux. On nous envoie des caisses à assembler avec le maximum de contrainte et un nuage de fumée insupportable nous arrive dessus. Mon collègue vomit et personne n'ose prendre la décision d'arrêter la production... » Un autre témoignait qu'après avoir réclamé pendant trois mois une paire de chaussures de sécurité, il avait fini par en acheter lui-même.

Au final, ces débrayages permettent de lutter en partie contre la dégradation des conditions de travail et contre les suppressions de

postes. Ils permettent aussi d'avoir des outils neufs ou par exemple une charrette allégée de 17 kilos, du renfort sur les chaînes et surtout la satisfaction de s'être fait respecter pendant quelque temps.

Le groupe Renault a quasi doublé ses bénéfices en 2017, avec 5,2 milliards d'euros, grâce à une exploitation plus dure des travailleurs dans toutes les usines.

Le premier besoin, ce sont les embauches, et le mot d'ordre de la répartition du travail entre tous, travailleurs et chômeurs, prend tout son sens.

Correspondant LO

Spie-Industries – Normandie : grève pour les salaires



Depuis le 9 octobre, les débrayages pour les salaires se succédaient chez Spie-Industries, à Cléon et au Havre. La semaine dernière, devant le mépris affiché de la direction, 80% des 130 ouvriers sont passés à la vitesse supérieure et se sont mis en grève à l'appel de la CGT.

Ces ouvriers, spécialisés dans les installations et les bâtiments industriels, réclament entre autres des augmentations de salaire, un vrai treizième mois et des indemnités de déplacement qui couvrent réellement les frais

qu'ils doivent supporter pour se rendre sur les chantiers.

Depuis le début de la grève, ils se rassemblent, un jour devant l'usine du Havre, un jour à Cléon, en s'adressant aux nombreux travailleurs qui passent.

À Cléon, mardi 20, ils occupaient le rond-point très passant devant Spie, qui se trouve aussi devant l'usine Renault. De nombreux travailleurs manifestaient leur sympathie, en venant discuter avec eux, en apportant des palettes ou en klaxonnant, car tous ont le même

intérêt à imposer des augmentations de salaire.

La direction de Renault, elle, a cherché à éviter au maximum le contact entre les travailleurs de Renault et les grévistes de Spie... allant jusqu'à dévier la circulation !

Les patrons savent parfaitement que tous ces mécontentements qui s'expriment, dans les entreprises comme avec les salariés gilets jaunes, pourraient ensemble représenter un danger pour leur domination.

Correspondant LO

La Barre-Thomas – Rennes : Monopoly avec la peau des travailleurs

L'usine de la Barre-Thomas à Rennes, propriété du groupe Cooper Standard, va être vendue au groupe Continental.

C'est une usine spécialisée dans la fabrication de pièces antivibratoires pour l'automobile, en majorité destinées à PSA. En quinze ans, elle est passée de 3000 salariés à moins de 500, intérimaires compris.

Depuis sa création en 1953, six requins se seront succédé aux commandes : Citroën puis PSA, CF Gomma, Silver Point, Cooper

Standard et bientôt Continental. C'est par la presse que les travailleurs ont appris le nom du futur exploitateur. Cette méthode a choqué dans l'usine.

À propos de la vente, le DRH a déclaré sans rougir : « *C'est ce qui est arrivé de mieux sur le site de Rennes depuis les vingt dernières années.* » Pourtant, cinquante travailleurs doivent

être mutés dans une usine Cooper située à Vitry, à quarante kilomètres de Rennes, et seront licenciés s'ils refusent !

Depuis l'annonce de la vente de l'usine, aucun politicien local ne s'est exprimé. Ce silence en dit long sur leurs liens avec les capitalistes, qu'ils subventionnent abondamment à coup d'argent public au nom de la sauvegarde de l'emploi !

Correspondant LO

ArianeGroup : pour faire décoller les profits, couler les emplois

ArianeGroup conçoit et fabrique la fusée Ariane et le missile lanceur de têtes nucléaires M51. L'entreprise actuelle appartient depuis 2016 à 50% à deux groupes du Cac 40, Safran et Airbus. Elle compte 8400 embauchés, dont 1000 en Allemagne, plus des centaines de prestataires.

La direction vient d'annoncer 2300 suppressions d'emplois d'ici à la fin de 2022, et ce sans plan de licenciements, puisqu'elle prétend ne pas dépenser un seul euro. Elle compte sur 1300 départs en retraite non remplacés, et 1000 travailleurs supplémentaires « à faire partir ».

C'est insensé : la surcharge de travail quasi générale nécessiterait au contraire de créer des emplois. Les lancements d'Ariane 5 se poursuivent, alors que la conception de la nouvelle fusée Ariane 6 bat son plein. Il n'est pas rare que l'absence de tel technicien ou tel ingénieur soit due à un burn-out. Cette intensification du travail a permis de verser aux actionnaires plus de 100 millions d'euros de dividendes en 2016-2017.

Le patron d'Airbus, Tom Enders, vante dans les médias la possibilité de voyages spatiaux habités européens, ce qui exigerait des années d'études... et du personnel pour les mener. En réalité, la direction vise à maximiser les bénéfices immédiats en multipliant les vols commerciaux pour lancer des satellites avec les fusées existantes. Depuis des mois, elle pointe des baisses de charge de travail à venir. Cela lui permet de pousser sans vergogne les syndicats à faire du lobbying pour obtenir des commandes des États européens. ArianeGroup et les capitalistes qui sont derrière, bien que déjà largement abreuvés de commandes publiques, civiles et bien sûr militaires, en veulent toujours plus.

Ces patrons qui promettent la lune ont, comme les autres, les yeux rivés sur la croissance de leurs richesses bien terrestres, aux dépens des travailleurs. Pour défendre nos emplois et nos salaires, nous ne pouvons que nous opposer à eux et compter sur nos luttes.

Correspondant LO





CÉDRIC QUILLÉVÈRE

Chantiers de l'Atlantique: une activité temporaire de 14 ans !

Un intérimaire du chantier naval de Saint-Nazaire vient d'obtenir la condamnation d'un important sous-traitant permanent du site, pour avoir dû cumuler 157 contrats de mission pour accroissement temporaire d'activité entre le 6 janvier 2003 et le 7 juillet... 2017!

Ce travailleur a obtenu des indemnités et des dommages et intérêts au titre de la requalification de son contrat en CDI, pour son licenciement sans cause réelle et sérieuse, et pour le paiement de son préavis de licenciement. Il a aussi obtenu des dommages et intérêts pour délit de marchandage, c'est-à-dire pour avoir été employé par cette entreprise durant toute cette période sans bénéficier des mêmes droits qu'un salarié permanent. Au total, c'est un peu plus de 30000 euros que l'entreprise Maeser, spécialisée dans l'installation des cabines à bord des paquebots, va devoir lui

verser pour l'avoir employé frauduleusement durant toutes ces années comme cariste, manutentionnaire, chef d'équipe et chef de chantier.

Cette condamnation, relayée par la presse, a été connue par les travailleurs du site. Une condamnation rare mais qui illustre pourtant la réalité du type de contrats que doivent fréquemment cumuler bon nombre de travailleurs précaires du site pour réussir à travailler tous les jours. Des contrats illégaux et condamnables, mais que les patrons des chantiers et de la sous-traitance arrivent à imposer car ils ont la mainmise

sur une bonne partie des emplois industriels de la région... et la rancune tenace.

Anticipant la casse officielle du Code du travail, le patronat des chantiers navals sape depuis des années tout ce qui se rapporte aux CDI, aux contrats permanents et aux accords de branche et d'entreprise, plus favorables que le minimum légal.

Résultat : aujourd'hui, alors que la production tourne à plein, aux 950 ouvriers en CDI des Chantiers de l'Atlantique s'ajoutent non seulement 460 intérimaires directs mais aussi près de 8000 travailleurs dont la majorité sont employés avec toutes sortes de contrats précaires dont, pour une large part, des contrats de travailleurs détachés.

Correspondant LO

Pôle emploi: halte aux suppressions de postes !

Les agents de Pôle emploi étaient en grève mardi 20 novembre, pour dénoncer les projets du gouvernement les concernant et les dysfonctionnements qu'ils subissent déjà.

Dans le cadre des économies sur les services publics prévues par le budget 2019, Pôle emploi devrait perdre 800 emplois à temps complet, soit environ 1300 postes. Cela s'ajoute aux 297 emplois à temps plein et aux 1400 contrats aidés supprimés cette année. Il est prévu d'arriver à 4000 suppressions de postes d'ici 2022. Parallèlement, le recours à la précarité et aux contrats courts ne cesse d'augmenter.

Chaque agent doit actuellement suivre entre 500 et 800 personnes à la recherche d'un emploi, ou entre 75 et 100 quand il s'occupe des demandeurs d'emploi les plus en difficulté. Un tel suivi relève de plus en plus de la mission impossible, mais la priorité du gouvernement n'est pas là. Il préfère développer des brigades dont le rôle est de traquer de prétendus fraudeurs.

Les chômeurs auront de moins en moins accès à une aide. Des agences vont

fermer, celles qui restent ouvriront moins longtemps et les demandeurs d'emploi seront encore davantage laissés seuls face à leurs difficultés pour remplir les dossiers.

Le recours à la sous-traitance va s'accroître malgré ses résultats déjà désastreux: sociétés multipliant les erreurs de trop-perçu ou d'indemnités non versées, plateformes publiant des offres d'emploi inexistantes, officines privées de placement cherchant surtout à se faire de l'argent.

Ce gouvernement se moque des chômeurs comme des salariés chargés de les aider à trouver un emploi et de les indemniser. Il veut des économies à tout prix sur les services publics, et parmi eux Pôle emploi.

Cette première journée de grève montre que les salariés n'ont pas l'intention d'accepter sans broncher ces nouvelles coupes claires.

Inès Rabah



La Poste - Lyon: en correctionnelle pour s'être mal garé

Jeudi 15 novembre, Christophe, livreur de colis de La Poste, était assigné en correctionnelle pour n'avoir pas obtempéré aux injonctions de la police municipale de Lyon le 21 juin, jour de la Fête de la musique.

Son véhicule professionnel était garé sur un emplacement non prévu pour le stationnement, mais utilisé par les postiers, qui n'ont pas d'autre choix, dans le quartier très dense des Terreaux. Toute la scène avait eu lieu devant de nombreux témoins et elle avait été filmée. On le voit plaqué contre son véhicule, menotté et finalement embarqué en garde à vue. Pourtant la justice a donné suite à la

plainte des policiers, mais pas à celle de Christophe qui a pourtant été violenté, comme le montrent les images accessibles à tous. Quant à La Poste, elle lui a refusé l'aide juridique qu'elle prétend offrir à ses agents dans le cadre de leur activité. Et elle menace de le licencier si une peine est prononcée par le tribunal.

Heureusement, de nombreux collègues de travail, indignés par l'attitude de la justice et de la direction de La Poste, sont venus le soutenir devant le tribunal. Finalement, les juges ont accepté le report de six mois de son affaire pour qu'il puisse préparer sa défense.

Correspondant LO

Saint-Yrieix : hôpital en danger

Courant octobre, le personnel de l'hôpital de Saint-Yrieix, en Haute-Vienne, qui emploie 500 agents dont plus de 20% de précaires, a appris lors d'une réunion avec la direction que, le budget étant en déficit, dix lits de médecine allaient fermer par manque de médecins.

À cela s'ajoute le devenir incertain de dix lits de cardiologie, toujours par manque de médecins. Or cet hôpital de proximité accueille des patients des départements limitrophes, la Dordogne et la Corrèze, pour des consultations, dans les services d'hospitalisation, les deux Ehpad, le long-séjour.

Ces fermetures de lits doivent bien sûr s'accompagner de suppressions de postes. Ainsi seize agents en contrat ne le voient

pas renouveler. Et cela se produit un peu dans tous les services: soignants, cuisine et autres. Comme tous les hôpitaux, celui de Saint-Yrieix fait les frais des économies imposées par le gouvernement actuel comme par ses prédécesseurs.

Pour tout le monde, c'est une alerte. Dans le département, un autre hôpital de proximité, à Saint-Junien, voit aussi son nombre de lits diminuer ainsi que les postes. C'est la même

chose au CHU de Limoges, où 130 lits vont fermer et 158 postes vont être supprimés.

Des réflexions reviennent souvent: «*Il ne faut pas les laisser faire, on n'est pas assez nombreux, où ira-t-on travailler?*» ou encore: «*Où ira-t-on se faire soigner?*» Plusieurs se souviennent de la maternité qui a fermé dans les années 1990 et disent: «*On n'aurait pas dû laisser faire.*»

Pour l'instant une pétition circule et rencontre un bon accueil dans l'hôpital, chez les commerçants et sur les marchés de la ville ainsi que dans les communes environnantes. Ce n'est qu'un début.

Correspondant LO

Neuhauser – Folschviller : premières réactions contre les licenciements



Les grévistes face à la direction.

Depuis l'annonce lundi 12 novembre de la fermeture programmée d'une des deux unités de production de l'usine Neuhauser de Folschviller (Furst1) en Moselle, avec à la clé 185 licenciements, pas une journée ne s'est déroulée sans un débrayage conduisant à l'arrêt total de plusieurs lignes de production.

Ces réactions spontanées sur les deux unités, celle qui ferme et Furst2, expriment la colère contre cette nouvelle annonce après un premier plan de licenciements imposé il y a à peine un an, où 110 salariés avaient perdu leur emploi. À la fin du congé de reclassement au 31 octobre dernier, seul un quart d'entre eux avait retrouvé du travail. C'est dire si les annonces récentes du ministre de l'Économie, Le Maire, promettant que « le gouvernement veut un emploi pour chaque salarié », ne font illusion auprès de personne.

L'idée que seule la mobilisation de l'ensemble des travailleurs permettra qu'aucun ne reste sur le carreau commence à circuler,

une partie des salariés profitant de ces débrayages pour en discuter. La division entre les employés des deux unités que la direction du groupe tente de susciter, en faisant croire que seuls ceux du Furst1 seront touchés, a du mal à prendre. De plus en plus de travailleurs refusent l'idée même d'un nouveau plan de licenciements et prennent conscience que de nouvelles suppressions d'emplois se traduiront par plus de travail pour ceux qui le conserveront, en particulier pour ceux du site de Brialys en Bretagne où une partie de la production serait délocalisée sans les emplois correspondants.

Mercredi 21 novembre se tenait la première

réunion de négociation du plan de licenciements. Personne n'est dupe : ce n'est ni de ces négociations à répétition, ni des belles paroles des politiciens que viendra le salut des salariés. Cela ne peut passer que par l'organisation des travailleurs et leur mobilisation sur leur terrain pour sauvegarder leurs intérêts. Leur terrain est celui de l'usine, en particulier du site le plus récent le Furst2 qui représente à lui seul près du tiers du chiffre d'affaires du secteur boulangerie et qui rapporte, quoi qu'elle en dise, des millions à la famille Soufflet devenue propriétaire de Neuhauser en 2014.

La fortune accumulée ces dernières années par Soufflet, le hissant parmi les 100 milliardaires français, est là pour le prouver. Elle devrait servir à garantir l'emploi et les intérêts de tous les travailleurs qui l'ont créée.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Antoine – Paris : le virus “ne pas se laisser faire” se répand

Depuis mardi 13 novembre, le personnel de l'UGA (service de gériatrie aiguë) de l'hôpital est en grève contre la suppression d'un poste (celui de l'officière qui s'occupe de servir les petits-déjeuners et déjeuners) et pour la stagiairisation des collègues en CDD.

Dernièrement, la direction de l'AP-HP, par l'intermédiaire de Martin Hirsch, a décidé de revoir l'ensemble des effectifs d'infirmiers et d'aides-soignants de tous les services de soins en comparant les services d'une même spécialité des différents hôpitaux les uns aux

autres et en a déduit un effectif spécifique.

Concernant l'hôpital Saint-Antoine, ce nouveau calcul entraîne la suppression de 17 postes de travail : 24 emplois sont supprimés dans 12 services de soins. Il est évident pour tous que cela semble n'être que le début des attaques sur les effectifs.

Le personnel en grève a organisé un rassemblement dans l'hôpital, qui a permis de prendre contact avec le service de chirurgie digestive, concerné lui aussi par les mêmes attaques.

Les quelques dizaines

d'hospitaliers réunis au rassemblement ont décidé de manifester dans l'hôpital. Le cortège était dynamique. Les slogans, « UGA en grève », « Tous ensemble on est plus forts... », ont fusé et tous ont été applaudis sur leur passage par le personnel des autres services.

Le lendemain du rassemblement, le service de l'UGA et celui de chirurgie digestive réunis ont décidé d'appeler ensemble le reste de l'hôpital à se rassembler vendredi 23 novembre.

Correspondant LO

Apple s'offre les Champs-Élysées...

Apple vient d'inaugurer un magasin parisien sur les Champs-Élysées, où il rejoint des sièges ou des vitrines de luxe de grandes marques, de banques d'affaires, etc. Cela fait partie, disent les médias et la mairie, d'une opération destinée à redorer le prestige qui se serait un peu terni ces derniers temps de la « plus belle avenue du monde ».

Même si pour Apple le coût de l'opération n'a pas été rendu public, on sait que s'offrir une telle implantation peut atteindre des

sommes astronomiques. Cela peut aller jusqu'à 22 000 euros par an du mètre carré, soit trois millions d'euros de loyer annuel pour une boutique de 200 mètres carrés!

Mais Apple comme ses voisins, d'autres enseignes du luxe, du glamour et de la haute technologie, en ont les moyens. Et pas seulement parce que, à la différence des travailleurs, la plupart de ces grands groupes s'arrangent pour ne pas payer d'impôts...

P.L.

Sorbonne université : grève contre l'augmentation du temps de travail

Cette année, les universités Paris IV et Pierre-et-Marie-Curie (Jussieu) ont fusionné en Sorbonne université. Cette fusion est l'occasion pour la direction de mettre en œuvre une politique d'économies sur le dos des salariés, malgré les promesses faites pour faire passer la fusion. En plus d'autres arnaques, elle voudrait imposer jusqu'à deux heures supplémentaires chaque semaine, sans contrepartie.

Dans l'université, les statuts et temps de travail sont disparates. Par exemple, certains travailleurs, notamment dans les bibliothèques de Jussieu, avaient réussi à maintenir ce qui avait été la règle pour tous : 35h par semaine, avec 55 jours de congés annuels. La direction veut maintenant imposer à tous 37h04, voire 37h24, de travail effectif par semaine.

Après une journée de

grève quasi-totale dans les bibliothèques le 13 novembre, la grève a repris mardi 20, soutenue par la CGT et la FSU. Ce jour-là, sur les campus de Jussieu et de Médecine, toutes les bibliothèques étaient fermées, sauf une fonctionnant avec des horaires réduits ; à l'ex-Paris IV, les bibliothèques étaient également fermées totalement ou partiellement. Les grévistes, dynamiques, ont envahi le comité technique puis le conseil d'administration, et sont allés à la rencontre des autres services, dont certains parlent de rejoindre le mouvement.

Face à l'intransigeance affichée du président de l'Université qui affecte de ne même pas les recevoir, les travailleurs prévoient des assemblées générales les prochains jours, pour reconduire la grève.

Correspondant LO

Manifestations contre les violences sexistes et sexuelles

À l'appel d'organisations féministes auxquelles se sont jointes des organisations politiques et syndicales, des manifestations sont organisées samedi 24 novembre dans plus

de 50 villes. Lutte ouvrière s'associe à ces appels.

À Paris, la manifestation partira à 14 heures de Madeleine en direction de République.

Accidents du travail : une aggravation masquée

Selon une enquête de l'Insee publiée le 15 novembre, 26% des travailleurs déclarent avoir été victimes d'un accident du travail pendant leur vie professionnelle, et la proportion s'élève à 40% parmi les ouvriers.

L'année dernière, 632 918 accidents du travail ont été enregistrés, en hausse de 1,1% par rapport à l'année précédente, parmi lesquels 530 ont été mortels. Il faut ajouter 92 741 accidents survenus lors du trajet pour se rendre sur le lieu de travail (+4,3%), dont

264 mortels.

Ces bilans ne prennent en compte que les accidents du travail déclarés à l'employeur et acceptés par l'Assurance maladie. Or il est de notoriété publique que bien des grandes entreprises ne déclarent pas la totalité des accidents de

travail, de façon à réduire leurs cotisations dont le montant dépend en partie du nombre de déclarations.

Cette fraude est reconnue officiellement car, chaque année depuis 1997, la caisse des accidents du travail et des maladies professionnelles reverse à l'Assurance maladie, à titre de compensation, une somme dont le montant est fixé dans la loi de financement de la Sécurité sociale. Ce versement, qui était de 410 millions

d'euros en 2008, est passé à un milliard d'euros depuis 2015.

Le patronat cherche évidemment à payer le moins possible à ce titre. Et pour cela, il s'efforce de réduire les accidents du travail... dans les statistiques. Ce qui se traduit par des pressions de plus en plus fortes pour que les travailleurs ne les déclarent pas, en allant de la menace d'être mis à la porte à la proposition d'un poste adapté en échange

de l'acceptation d'être mis en arrêt maladie. La pression s'exerce particulièrement sur les travailleurs en emplois précaires, qui sont très souvent victimes d'accidents parce qu'ils sont mis sur des postes sans avoir reçu la formation nécessaire.

Déclarés ou non, les accidents du travail sont la conséquence de l'aggravation de l'exploitation engendrée par la course au profit.

Jean Sanday

Télétravail : pour rogner sur les arrêts maladie !

Dans une interview à RTL, le Premier ministre, Édouard Philippe, a évoqué la possibilité d'effectuer un télétravail pendant un arrêt maladie. Sa déclaration s'inscrit dans la campagne menée par le gouvernement pour faire des économies – et en faire faire au patronat – en réduisant les arrêts de travail.

Une mission a été mise en place en septembre, à la suite des protestations du patronat contre le projet de lui faire payer les indemnités journalières pour les arrêts de travail de moins de huit jours. Elle est composée du DRH de Safran, d'un magistrat de la Cour des comptes et d'un professeur de médecine. L'objectif fixé à ce trio est de faire des propositions pour réduire le nombre d'arrêts maladie.

Celles qui ont été rendues n'ont rien d'original et s'inspirent des méthodes déjà mises en œuvre par bien des employeurs contre les salariés.

Ainsi, il est envisagé qu'une contre-visite médicale lancée par le patron pourrait entraîner à elle seule l'arrêt du versement des indemnités journalières par la Sécurité sociale. Quant aux arrêts de moins de trente jours, sous prétexte

de simplifier le calcul des indemnités journalières, on pourrait les remplacer par un forfait, qui pénaliserait les salariés. C'est dans ces mesures visant à rogner sur le coût des arrêts que prend place l'autorisation du télétravail à domicile, du moins pour les activités qui s'y prêtent. Car pour un ouvrier sur chaîne, un éboueur, un ouvrier boulanger, une caissière de supermarché ou une coiffeuse, on voit mal quelle forme il pourrait prendre.

Les services du Premier ministre affirment vouloir instaurer « un système plus juste, plus efficace et plus soutenable ». De leur point de vue, qui est celui de la

bourgeoisie, la justice est d'aligner tout le monde par le bas, l'efficacité c'est d'économiser sur les indemnités, et le soutenable c'est ce que soutiennent les patrons. En

dernière instance, Philippe aura à arbitrer sur les propositions de la mission. Mais on sait que l'arbitre est dans le camp des exploitateurs.

Vincent Gelas



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Île de La Réunion : couvre-feu contre les gilets jaunes

L'appel des gilets jaunes à manifester le 17 novembre contre la hausse du prix des carburants et des taxes, lancé en France, a trouvé un large écho à La Réunion.

Tôt samedi matin, les manifestants ont commencé à ériger les premiers barrages. Pas moins d'une quarantaine, plus ou moins filtrants, ont été mis en place, en particulier dans des endroits stratégiques comme à proximité de l'aéroport ou du port, de la route du littoral et des nœuds de circulation sur les grands axes routiers.

Dimanche 18, puis lundi et mardi, la mobilisation s'est poursuivie sur une trentaine de barrages, dont le nombre de participants et le mode d'organisation variaient. La présence de militants associatifs donnait un caractère démocratique et réfléchi à certains barrages, où les questions d'urgence médicale ou autres étaient prises en compte pour laisser passer les véhicules.

Pour les manifestants, les revendications sur les carburants, les taxes, le coût de la vie et le montant des salaires, des pensions et des allocations s'entremêlent. Dans l'opinion, le soutien à ce

mouvement est très vite passé de la question des taxes à celle de la cherté de la vie, à la nécessité d'augmenter les salaires et les retraites.

Loin de relayer ces revendications, les responsables politiques et les médias ont fait leurs choux gras des tragiques accidents et dérapages qui se sont produits la nuit, dans les quartiers les plus déshérités, où sont concentrés les habitants les plus marginalisés.

Le préfet a fait appel à des renforts de gendarmerie arrivés de Mayotte lundi 19 et de métropole mardi 20 et a instauré pour trois jours un couvre-feu à partir de 21 heures

Dans 14 des 24 communes de l'île. Dans la nuit du 20 au 21, cela a plutôt jeté de l'huile sur le feu, car ce n'est pas le nombre de gendarmes qui résoudra la crise profonde d'une société rongée par le chômage massif, en particulier de la jeunesse.

La préfecture a reçu tour à tour des élus, des



représentants patronaux et une délégation composée d'une poignée de gilets jaunes parmi les 200 porte-parole venus des quatre coins de l'île. Mardi 20 novembre au soir, elle est ressortie aussi en colère qu'elle était rentrée, exaspérée par le mépris du préfet qui s'est contenté de leur déléguer un sous-fifre et refuse le principe de la présence des médias pour rendre publiques les rencontres et discussions à venir.

Le président de la région a annoncé le gel pour trois

ans de l'augmentation des taxes sur le carburant. Des élus locaux de droite et de gauche proposent des mesures qui consistent principalement à demander au gouvernement de revenir sur ses décisions comme la suppression de l'APL, ou celle des emplois aidés, ou encore l'extension des défiscalisations pour les entreprises.

Quant aux syndicats de salariés, également conviés aux discussions par le préfet, ils ne se sont pas encore vraiment fait entendre. La

CGTR a pris une position très générale sur la nécessité d'augmenter les salaires et les pensions.

Le mouvement est une formidable contestation de la politique qui vise à enrichir les riches et à laisser sur le bas-côté l'ensemble des classes populaires qui n'auraient pas su « traverser la rue ». Les travailleurs doivent y prendre leur place, avec leurs revendications et leurs formes de lutte.

Émile Grondin

Marseille : des centaines d'habitants évacués

Après avoir laissé pendant des années de nombreux immeubles se dégrader, correspondant à 40 000 logements selon l'estimation d'un inspecteur, Christian Nicol, en 2015, la mairie s'est subitement lancée dans des évacuations en grand nombre après l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne. Au matin du mardi 20 novembre plus de 1 100 personnes avaient été évacuées.

L'Agence régionale de santé avait relevé qu'en 2017 seuls six dossiers d'insalubrité avaient été déposés par la mairie, et aucun en 2016. C'est qu'au service municipal de l'hygiène la mairie n'emploie que dix agents qui, selon l'ARS, « ne possèdent pas de qualification particulière les rendant aptes à apprécier [...] la mise en œuvre des procédures complexes en matière d'insalubrité ». Les services de la mairie sont manifestement tout autant insuffisants en ce qui concerne la sécurité des bâtiments, puisqu'en 2017 ont été pris 52 arrêtés de péril imminent sans aucune décision de travaux à effectuer d'office par la municipalité.

Mais, depuis le drame du 5 novembre, 142 immeubles ont été évacués. Ils ne se situent pas tous dans le quartier Noailles : c'est dans toute la ville que des immeubles sont délabrés, ou vidés, car dangereux depuis des années et non entretenus.

Les habitants sont donc actuellement plus de 1 000, dispersés dans 17 hôtels ou, pour environ 200 d'entre

eux, chez des parents ou des amis. Ils ne savent pas s'ils pourront revenir dans leur logement, ni même retourner y prendre leurs affaires.

La mairie a mis en place des services pour leur permettre d'envoyer les enfants à l'école, d'obtenir des repas chauds dans un restaurant de la municipalité sur la Canebière, etc.

Manifestation de colère

Mercredi 14 novembre, à 18 heures, huit mille Marseillais se sont rassemblés au bas de la rue d'Aubagne, cette rue du centre-ville où des immeubles se sont effondrés, tuant huit habitants sous leurs gravats.

Par la Canebière et le Vieux-Port, ils ont rejoint l'hôtel de ville afin d'y crier leur indignation devant la gabegie meurtrière de la municipalité. C'est elle, avec son laisser-aller, ses négligences, son incurie, voire ses compromissions en tout genre, qui est reconnue coupable d'avoir laissé des immeubles se détériorer, année après année, sans que rien d'efficace ne soit mis en

Mais le principal problème, celui du relogement, est loin d'être résolu, puisque la mairie n'a trouvé que 190 logements sociaux à leur proposer. Encore faudrait-il que ces logements ne soient pas aussi médiocres que ceux qu'ils viennent de quitter.

Pourtant il ne manque pas de logements vides et en bon état. Des quartiers entiers d'immeubles neufs ont été construits ces dernières années. Il serait normal que les habitants évacués pour cause de péril puissent s'y installer pour des loyers modestes fixés une fois pour toutes comme l'étaient les loyers « de 48 ».

Ce serait aux pouvoirs publics, à la mairie et au préfet d'engager des procédures pour faire payer leurs propriétaires. Au contraire, ils ne proposent que des services juridiques aux habitants évacués. Comme si tous pouvaient se lancer dans une telle procédure à long terme, alors qu'ils ont un grand nombre de problèmes immédiats à assumer.

D'ailleurs, certains n'étaient que sous-locataires, ou bien tout simplement hébergés, sans quittance et sans bail, et certains même sans papiers. Vont-ils s'ajouter au grand nombre de sans-domicile

qui survivent dans les rues de Marseille? Déjà tel ou tel n'a pas pu obtenir son certificat d'évacuation.

De nombreuses associations se sont réunies et aident autant que possible les évacués. Leurs militants essaient de fournir une solution aux multiples problèmes qui se posent. Les Marseillais ont apporté en grand nombre des vêtements, des produits d'hygiène ou des biberons.

Mais obtenir des relogements rapides et décentes pour tous nécessitera encore bien des combats et il faudra l'action collective des évacués.

Correspondant LO

mieux, quelques travaux cosmétiques avaient été réalisés. Face à l'inaction des propriétaires, qu'elle soit due à leur ignorance, leur impécuniosité ou leur rapacité, la mairie n'avait pas utilisé le droit d'intervention qui est le sien pour faire exécuter les travaux d'office.

C'est ce que les manifestants allaient crier devant l'hôtel de ville.

Une dizaine au plus de manifestants, vêtus de noir, cagoulés et masqués, ont lancé quelques gros pétards devant la mairie et ont jeté les barrières contre les policiers qui la gardaient. Ceux-ci ont

aussitôt arrosé les manifestants de grenades lacrymogènes et ont chargé, créant un reflux alors que de nouveaux manifestants arrivaient sur le quai. La manifestation a ainsi été arrêtée dans la bousculade.

Il n'en reste pas moins que ces milliers de Marseillais ont montré qu'ils mettaient en cause la mairie, tous convaincus qu'elle dépense l'essentiel de son budget en faveur des quartiers riches et des commerces pour touristes, en laissant à l'abandon les quartiers pauvres.

Correspondant LO